

**JEUDI 17 MARS 2016**

"Le *"faux optimisme"* c'est quand il n'y a AUCUNE raison concrète d'espérer une amélioration de la situation et que quelqu'un nous dit que ça va aller mieux. Le *"vrai optimisme"* c'est quand il y a des raisons prouvables et réelles que les choses vont s'améliorer."

- = **Grande perdition : les quatre fronts de l'effondrement occidental** p.1
- = **La fin du pétrole : mythe ou réalité ?** p.4
- = Les conséquences d'une sortie du Royaume-Uni pour l'Europe et le monde p.18
- = **Le plus gros producteur américain de charbon au bord de la faillite** p.21
- = Les USA refusent de développer l'extraction du pétrole dans l'Atlantique p.22
- = Etats-Unis: la Fed plus pessimiste pour la croissance économique p.23
- = Le 10 mars, Mario Draghi a surtout cherché à prévenir une crise bancaire (Philippe Herlin) p.24
- = **L'économie mondiale en phase de contraction (Bill Bonner)** p.26
- = **Taux négatifs et bêtises financières (Simone Wapler)** p.27
- = « **Interdire les espèces des petits, autoriser le pillage des grands !!** » (Charles Sannat) p.30
- = **L'épargne face à la dette publique** p.34
- = **La Banque centrale européenne solde l'Etat-providence (Bruno Colmant)** p.35
- = **Les Banques Européennes n'ont vraiment pas confiance entre elles !** p.37
- = Hausse de 1.600 milliards de la dette des pays émergents en 2015 p.38
- = Le Venezuela fait face à de graves pénuries, sur fond de crise économique et institutionnelle p.39
- = Le FMI abaissera légèrement ses prévisions mondiales en avril p.41
- = **La moitié des Québécois pessimistes** p.42



## **Grande perdition : les quatre fronts de l'effondrement occidental**

par Pierrick Tillet - Le monde du Yéti 17 mars 2016



*La destruction de Sodome et Gomorrhe, par Peter Schoubroek*

Dans tout bon polar, les policiers chargés d'une enquête se réunissent fréquemment pour faire le point et essayer de relier entre eux un faisceau de faits en apparence disparates. Eh bien, il est grand temps d'établir un rapprochement entre les quatre fronts qui dynamitent aujourd'hui l'hégémonie occidentale sur la

planète.

Les médias s'y entendent pour éclater leurs informations en rubriques bien distinctes : économie-finance, politique, social, international... Au final, plus personne ne comprend plus rien à l'intrigue. Pourtant, tous les fils sont liés.

## **Économie-finance**

Rien de neuf depuis 2008. La finance et l'économie sont toujours sous perfusion des banques centrales. En guise de transfusion sanguine (très contaminée), des milliards de fausse monnaie injectés dans le circuit financier : 60 puis maintenant 80 milliards d'euros par mois par la Banque centrale européenne, soit plus de 1000 milliards par an. Et comme médicaments de complément, pour tout arranger : des taux d'intérêt nuls, voire négatifs.

Motif officiel : relancer le crédit, donc l'économie réelle en pleine panade. Motif inavoué : aider des banques beaucoup plus à la peine qu'elles ne veulent le reconnaître (cf. les pertes phénoménales de Deutsche Bank en 2015).

Problème, rien ne marche :

- le fric-monopoly des banques centrales ne parvient jamais à l'économie réelle qui reste atone et ne sert qu'à entretenir (pour combien de temps ?) l'illusion surréaliste des boursicoteurs ;
- la panique est si forte que les investisseurs préfèrent continuer de payer des taux d'intérêt négatifs pour sauver leur "épargne", plutôt que tout perdre en l'investissant dans une machine économique qu'ils savent moribonde ;
- le volume globale des dettes, qu'on voulait enrayer, continue de grimper à des sommets encore plus pharaoniques.

## **Politique**

Au sein même des États de l'Empire, la grogne populaire monte. Les partis de pouvoir pro-système se voient concurrencés par de nouvelles forces qui contestent leur suprématie :

- à droite, le Front national français, les partis europhobes européens, le phénomène Donald Trump aux États-Unis... ;
- à gauche, Syriza, Podemos, Jeremy Corbyn, Bernie Sanders...

Aucune de ses nouvelles forces ne paraît encore aujourd'hui en mesure d'offrir une alternative sérieuse de pouvoir. Et s'il en advenait une, nulle doute que le système ne se laisserait pas tailler des croupières par une vulgaire alerte démocratique sans réactions, disons, "énergiques" (cf. la trahison Syriza).

Mais cette montée en puissance des forces alternatives est suffisamment importante pour empêcher les vieux partis institutionnels de se coaliser pour faire front (Espagne, Irlande...). Elle traduit surtout une exaspération grandissante dans l'opinion collective. Or chacun sait bien que les révolutions ne viennent pas des partis ni de leurs élus, mais de la colère d'un peuple à bout de patience.

## **Social**

Cette exaspération populaire est de plus en plus manifeste dans le domaine social :

- il y eut d'abord les zadistes de NDDL, de Sivens... Voici maintenant les révoltés anti-loi du travail qui, à la surprise générale, ont réussi à faire reculer en moins de deux un gouvernement désarçonné et beaucoup plus fébrile qu'escompté ;
- on aurait garde aussi d'oublier la résistance passive des jeunes générations qui, las d'un modèle qui ne veut plus d'eux autant qu'ils ne veulent plus de lui, s'en détournent et se réfugient dans un monde parallèle fait de débrouille, de nouvelles valeurs et, oui, de solidarité ;
- dans un autre domaine, on rappellera que la menace terroriste, qui nous vaut aujourd'hui un état d'urgence quasi permanent, vient autant de nos proches banlieues ghettoïsées que de lointaines forces obscures islamistes.

## **International**

À l'extérieur de ses frontières, l'Empire vacillant mène une bataille de chiffonniers pour la main-mise sur les richesses énergétiques de la planète. Les combats font rage au Moyen-Orient, attirant en effet-boomerang des vagues ravageuses de migrants aux frontières européennes.

Pire encore, la Russie est en train de damer le pion aux forces égarées de l'Otan. Vladimir Poutine, soutenu par la Chine et l'Iran, déploie une stratégie percutante en Syrie, là où la coalition américano-européenne s'est perdue en coups de force erratiques et stériles, avec "l'aide" calamiteuse de ses acolytes turcs et saoudiens.

En désespoir de cause, le seul échappatoire de l'Occident pourrait être aujourd'hui de se résoudre à une bonne vieille guerre à l'ancienne. Mais un élément nouveau, très "dissuadant", est apparu qui ne figurait pas dans les précédentes déflagrations mondialisées : l'ennemi désigné est probablement capable de répliquer instantanément par des frappes meurtrières au cœur même de l'Empire : les États-Unis d'Amérique.

Remise en cause à l'extérieur, minée de l'intérieur, l'autorité de l'Empire

occidental est aujourd'hui gravement menacée, ses fondements ébranlés, sa défense pathétique. Ses dégâts collatéraux (humains, écologiques, climatiques) se retournent contre lui. Au point que la question de sa survie n'est même plus posée tant l'issue fatale paraît inévitable. Un Empire qui n'a plus que la force brute à faire valoir est irrémédiablement condamné. Et condamnable.

## **La fin du pétrole : mythe ou réalité ?**

Par Philippe COPINSCHI , Ceriscope 17 mars 2016

**[Malgré que ces informations publiées aujourd'hui, le 17 mars 2016 sont en retard de 10 ANS (le pic pétrolier a été atteint officiellement en 2006 selon l'AIE) , voyons ce qu'il a à dire.]**

**[C'est un article médiocre: l'auteur ne connaît pas le sujet à fond. C'est le problème avec les journalistes: ils connaissent un peu de tout, mais généralement rien à fond. Et ils se prononcent sur des sujets qu'ils ne connaissent pas.]**

- [Changement climatique](#)
- [Energies fossiles](#)
- [Gaz de schiste](#)
- [Géopolitique](#)
- [Ressources naturelles](#)
- [Transitions énergétiques](#)
- [Environnement](#)
- [Ressources énergétiques](#)
- [Technologies](#)

### **Comment citer cet article**

Philippe COPINSCHI, "La fin du pétrole : mythe ou réalité ?", *CERISCOPE Environnement*, 2014, [en ligne], consulté le 17/03/2016, URL : <http://ceriscope.sciences-po.fr/environnement/content/part2/la-fin-du-petrole-mythe-ou-realite>

### **Plan de l'article:**

- La fin du pétrole : mythe ou réalité ?
- [La théorie du pic pétrolier ou la fin annoncée du pétrole](#)
- [L'opacité des statistiques des réserves](#)
- [Limites de la théorie du pic pétrolier](#)
- [Des réserves mondiales en hausse](#)
- [Références](#)

Le pétrole est la source d'énergie de la quasi-totalité des transports routiers, aériens et maritimes. Grâce à lui, les villes se sont étendues, le commerce international se fait à prix modique et voyager n'a jamais été si facile. La

disponibilité de pétrole à prix réduit rend les transports peu coûteux, encourageant ainsi les processus de délocalisation constitutifs de la mondialisation économique.

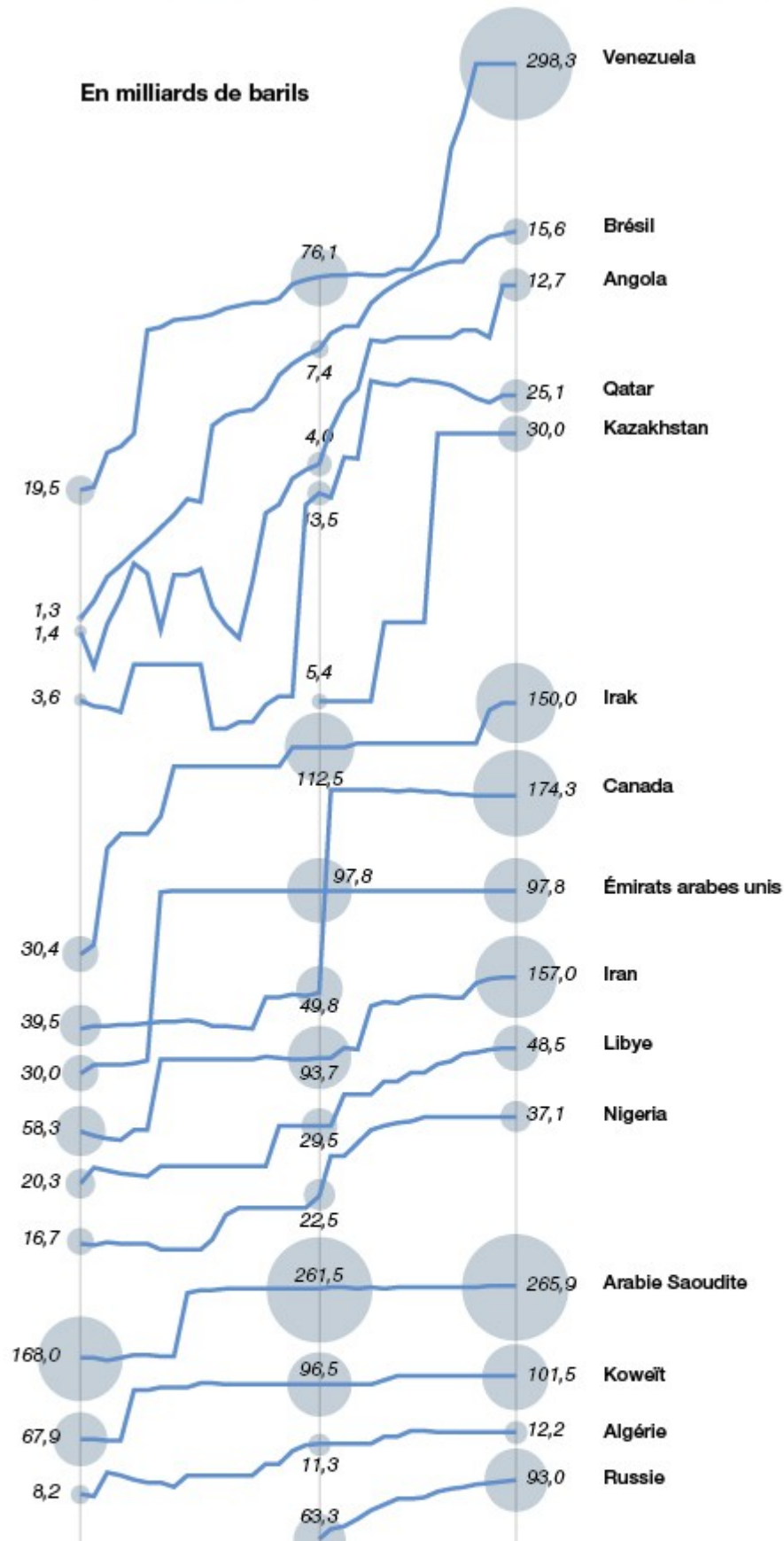
Pendant longtemps, il n'a pas été question de s'inquiéter de l'état des réserves de pétrole puisqu'il était entendu que le perfectionnement des techniques de prospection et de production permettrait la découverte et la mise en valeur de nouveaux gisements. Mais depuis quelques années, la question de l'épuisement à venir des ressources se pose en creux et la tendance générale est aujourd'hui davantage portée au pessimisme. La demande mondiale de pétrole a aujourd'hui rattrapé les capacités de production qui conditionnent l'offre, poussant structurellement le prix du pétrole à la hausse (ce qui n'empêche pas des mouvements de yo-yo, à l'image de la baisse spectaculaire du prix enregistrée fin 2014). Surtout, certaines zones de production comme la mer du Nord sont d'ores et déjà entrées en déclin à cause du tarissement des puits. A quelques rares exceptions près, les nouvelles ressources découvertes dans le monde nécessitent d'importants investissements et posent des défis techniques inédits, notamment dans l'offshore profond (voir la contribution de Frédéric Lasserre, « [La géopolitique de l'Arctique : sous le signe de la coopération](#) »).

Dispose-t-on à l'échelle mondiale de quantités suffisantes de pétrole pour satisfaire les besoins actuels et futurs, en tenant compte de la hausse prévisible de la consommation dans les pays émergents ? Si non, n'y a-t-il pas un risque de voir les Etats sombrer dans une quête violente pour l'appropriation des ultimes gouttes d'or noir ?

La réponse à la première question semble simple. Le pétrole, tout comme le gaz, est le résultat de la décomposition et de la transformation de matières organiques sur plusieurs millions d'années. C'est donc sans conteste une ressource non renouvelable et l'offre absolue de pétrole est donc, par nature, limitée. Pour autant, la demande mondiale de pétrole n'a jamais cessé d'augmenter : la consommation s'est certes stabilisée dans les pays industrialisés après les chocs pétroliers des années 1970, mais les économies émergentes ont depuis lors pris le relais comme moteur de croissance du marché. Or, après la période faste des découvertes majeures de nouveaux gisements, entre les années 1930 et 1960, la planète semble s'être asséchée ; depuis une trentaine d'années, le rythme des découvertes est largement inférieur à celui de la consommation [voilà la description d'un fait honnête]. Dans ces conditions, il est certain que la tendance ne peut se poursuivre indéfiniment. C'est à partir du constat de ce décalage entre une offre par nature limitée et une demande qui ne cesse de croître que s'élaborent les discours les plus pessimistes sur l'évolution de la scène pétrolière et énergétique ([Campbell 1997, 2005](#) ; Bauquis 2005).

La thèse de l'inévitable pénurie pétrolière repose sur un certain nombre d'axiomes d'autant moins volontiers critiqués que [Campbell et Bauquis ne font pas de "l'instrumentalisation politique". Ce sont des gens à la retraite qui n'en ont rien à foutre de la politique.] de ces discours alarmistes est souvent de mise. Les prédictions pessimistes sur l'épuisement des ressources de pétrole s'appuient sur une double hypothèse, rarement remise en cause : d'une part, la demande va croître inéluctablement avec le développement économique des pays émergents (dont les deux géants démographiques, l'Inde et la Chine) et, d'autre part, l'offre ira en s'amenuisant dans un avenir relativement proche (à titre d'illustration, voir le blog « [Oil Man. Chronique du début de la fin du pétrole](#) »). A cela s'ajoute, comme conséquence directe de la seconde hypothèse, une dernière « certitude », largement partagée dans les milieux pétroliers, que la dépendance à l'égard des pays de l'[Organisation des pays exportateurs de pétrole](#) (OPEP) (et particulièrement du Moyen-Orient où sont situées les plus grandes réserves et où les coûts de production sont les plus faibles) pour l'approvisionnement mondial ne peut qu'augmenter sensiblement. En dehors du Moyen-Orient (qui renfermerait les deux tiers des réserves mondiales), seuls le Venezuela (membre de l'OPEP), le Canada et la Russie affichent des réserves importantes.

## Évolution des réserves pétrolières des principaux pays, 1980-2013



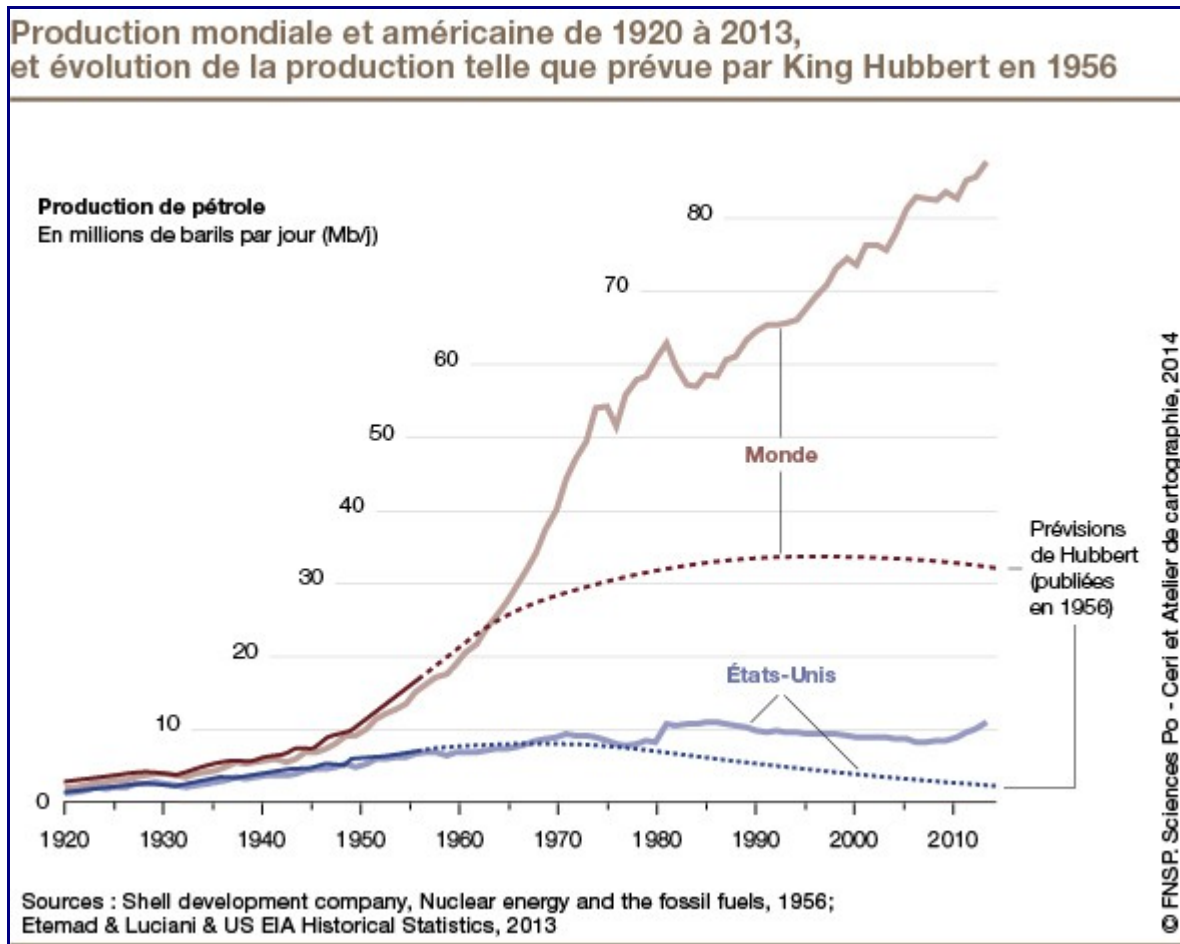
Les craintes géopolitiques portent également sur l'appropriation des ressources dans un éventuel contexte de pénurie. Le scénario le plus redouté est que le manque de pétrole disponible exacerbe les tensions entre les différents pays consommateurs jusqu'à les mener à des conflits armés, voire pousse les pays importateurs à envahir les pays producteurs pour s'approprier leur production. La Chine en particulier inquiète les stratèges des pays occidentaux qui voient dans le développement des besoins énergétiques et surtout pétroliers chinois l'émergence d'une menace pour l'équilibre géostratégique mondial ([US DoD 2008](#) ; [Froggatt et Lahn 2010](#) ; [Zentrum fur Transformation 2010](#)).

Cette vision d'inspiration réaliste est en grande partie alimentée par les tenants de la théorie du pic pétrolier qui affirment l'imminence de l'épuisement des réserves et du déclin inéluctable de la production de pétrole. Pourtant, si tout le monde s'accorde pour reconnaître que le pétrole est bien une ressource épuisable, sa disponibilité ne cesse d'augmenter, comme en témoigne la croissance continue des réserves depuis le début de l'industrie pétrolière à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Ressource épuisable, le pétrole n'a jamais été produit en aussi grande quantité (85 millions de barils par jour en 2012) et ses réserves n'ont jamais été aussi grandes avec 1 650 milliards de barils, soit plus de cinquante ans de production actuelle ([BP 2014](#)). Pour comprendre cet apparent paradoxe, il importe d'adopter une approche pluridisciplinaire des questions pétrolières mêlant économie, politique et géologie. Restreindre la réflexion à une seule de ces disciplines, comme c'est malheureusement souvent le cas, conduit à une impasse intellectuelle, porteuse d'analyses erronées débouchant sur des conclusions potentiellement dangereuses lorsqu'elles deviennent prescriptives d'actions politiques.

Face au constat d'une ressource non renouvelable dont la consommation dépasse les quantités découvertes, certains géologues, qualifiés de « pessimistes », estiment que la production mondiale de pétrole va inéluctablement atteindre d'ici quelques années un sommet appelé pic de production, puis commencer à décroître en raison de l'épuisement des réserves. Marion King Hubbert (1903-1989), un ancien géologue américain de Shell, fut le premier à théoriser cette idée. Selon lui, l'exploitation du pétrole suit une courbe en cloche dont le sommet correspond au pic de production. Constatant la diminution des découvertes pétrolières faites aux Etats-Unis à partir des années 1940, King Hubbert publia en 1956 une étude prévoyant que la production américaine de pétrole brut allait atteindre son pic de production au début des années 1970 ([Hubbert 1956](#)). Ces prédictions se sont avérées correctes, à ceci près qu'il n'avait pas envisagé que le développement de la production dans l'offshore profond du golfe du Mexique et dans des zones polaires d'Alaska puisse compenser en partie le déclin de la production. En 1972,



les Etats-Unis produisaient 11,3 millions de barils par jour (Mb/j), avant de décliner à 6,8 Mb/j en 2008 ; depuis cette date, la production est repartie à la hausse (10 Mb/j en 2013), du fait du développement du pétrole non conventionnel, également ignorée à l'époque par King Hubbert ([BP 2014](#)).



Ailleurs dans le monde, le phénomène se répète. Malgré l'utilisation des technologies les plus modernes et la hausse tendancielle du prix du pétrole sur le marché mondial, la production décline depuis une dizaine d'années en mer du Nord (Royaume-Uni, Norvège) ainsi qu'en Indonésie (d'où la suspension de sa participation à l'OPEP en 2009). C'est aussi le cas du Mexique, qui connaît un déclin rapide, mais dans un contexte politico-pétrolier très particulier où se mélangent un fort protectionnisme nationaliste anti-américain (qui prive le pays des capitaux et des technologies les plus avancées des compagnies internationales, raison pour laquelle le gouvernement de Peña Nieto a lancé la libéralisation du secteur pétrolier en 2014) et une forte corruption au sein de la compagnie publique Pemex. En étendant à l'ensemble du monde la méthode d'analyse de King Hubbert, d'aucuns estiment que le pic de production mondiale devrait être atteint entre 2010 et 2020 (voir notamment le site de l'[Association for the Study of Peak Oil and Gas](#), ASPO).

Ce discours pessimiste ne convainc pas tout le monde car par le passé, nombreuses ont été les prévisions alarmistes qui furent démenties par les faits. King Hubbert le premier avait estimé que la production mondiale allait atteindre son pic vers l'an 2000 ([Hubbert 1956](#)). ~~Or ces prévisions se sont avérées fausses~~ [ces prévisions sont bonnes, seules les dates ont changées. King Hubbert ne s'est trompé que de 10 ans, ce qui est remarquable étant donné la complexité du sujet] puisque la production pétrolière mondiale n'a cessé d'augmenter tout au long des années 2000 (sauf en 2008 où elle a légèrement baissé, non faute de réserves, mais parce que la crise financière et économique a fait chuter la demande).

L'un des arguments-clés des pessimistes porte sur la fiabilité des statistiques des réserves. L'absence de données fiables découle en premier lieu du fait qu'elles procèdent, par définition, d'estimations. Ce n'est qu'*a posteriori*, lorsque tout le pétrole d'un gisement a été pompé, qu'il est possible de dire avec certitude la quantité qui s'y trouvait. Les statistiques des réserves ne sont donc pas de simples données scientifiques car elles possèdent une valeur commerciale voire politique importante, tant pour les compagnies pétrolières que pour les Etats producteurs. Très logiquement, de fortes divergences peuvent exister entre les estimations des différents organismes publiant des chiffres sur les réserves dans le monde (parfois du simple au double).

Les statistiques des réserves sont donc à prendre avec précaution. Dans les pays où les ressources sont sous le contrôle exclusif des compagnies d'Etat, celles-ci sont totalement libres de déclarer ce qu'elles veulent, sans expertise indépendante et sans sanction en cas de fausse déclaration. Même pour l'observateur peu averti, les statistiques des réserves dans les pays de l'OPEP sont d'ailleurs relativement suspectes car les chiffres ne varient quasiment pas d'une année à l'autre, comme si chaque baril produit était automatiquement remplacé par un nouveau baril découvert. Autre source de suspicion, la plupart des membres de l'OPEP ont, dans les années 1980, substantiellement augmenté leurs réserves faisant grimper le total mondial des réserves de 40 % en quelques années par un simple jeu d'écriture. Ces révisions sont intervenues au milieu des années 1980, lorsque la consommation mondiale de pétrole était en baisse à la suite des chocs pétroliers de 1973 et 1979 et que, pour limiter l'offre afin de maintenir le prix du baril à un niveau élevé, l'OPEP fut obligée de réduire sa production à travers un système de quotas attribués notamment en fonction de l'importance des réserves. Chacun avait intérêt à surévaluer les siennes pour se voir attribuer le plus haut quota possible.

Les compagnies privées sont également tentées de surévaluer les réserves. En

2003, la compagnie anglo-néerlandaise Shell fut obligée de réduire les siennes de 20 % (soit cinq milliards de barils) après avoir reconnu les avoir surévaluées. Actif essentiel dans le bilan d'une compagnie pétrolière, les réserves qu'elle possède représentent l'assurance d'une production future et, par conséquent, de futurs revenus. La valeur boursière d'une compagnie est donc directement liée au niveau de ses réserves. Bien que les règles de comptabilisation des réserves imposées aux compagnies cotées en bourse soient très strictes, celles-ci peuvent être tentées de surévaluer leurs réserves afin de faire grimper leur cours de bourse.

Au-delà du débat sur les statistiques incertaines des réserves, le principal reproche fait à la théorie du pic pétrolier est de se focaliser exclusivement sur la contrainte géologique (c'est-à-dire l'épuisement de la ressource) en ignorant les contraintes politiques (l'accès aux réserves dans les pays producteurs) et en sous-estimant les facteurs économiques et technologiques, alors même que ce sont eux qui déterminent les stratégies d'investissement des compagnies, et donc la production ([Mabro 2006](#)).

Les discours alarmistes des tenants de cette théorie s'appuient essentiellement sur le cas concret des Etats-Unis. Mais le modèle de King Hubbert, développé pour rendre compte de la chronologie de l'épuisement des réserves pétrolières aux Etats-Unis, peut difficilement être généralisé à l'ensemble de la planète car les conditions politiques et économiques d'accès aux gisements sont radicalement différentes aux Etats-Unis et dans le reste du monde [**en fait elles sont pire**].

Le sous-sol américain est très bien connu des géologues, le pays ayant depuis longtemps bénéficié d'un nombre de forages de prospection sans équivalent ailleurs dans le monde. En bonne logique économique, les efforts de prospection ont prioritairement ciblé les zones dont les connaissances géologiques laissaient à penser que le potentiel pétrolier était élevé. Mais ce n'est pas le cas à l'échelle du monde où, à la suite des nationalisations intervenues dans les pays de l'OPEP dans les années 1970, les compagnies internationales se sont vues interdites d'accès aux zones les plus prometteuses, en particulier le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Or, ce sont ces compagnies qui investissent le plus dans la prospection, alors que les compagnies publiques des Etats producteurs se contentent souvent d'exploiter ce qui a été découvert avant les nationalisations. Que peu de découvertes y aient été faites depuis cette époque n'a donc rien d'étonnant et ne préjuge nullement de l'état actuel des ressources. Seules régions où l'accès à la ressource est totalement libre pour les compagnies pétrolières, l'Amérique du Nord (Etats-Unis et Canada) et la Mer du Nord sont les seules zones où les bassins ont pu être explorés de manière quasi systématique. Ailleurs, il reste probablement de nombreux gisements à découvrir pour autant que l'exploration et la production puissent se

faire avec les technologies les plus avancées dont seules disposent les compagnies internationales.

Les Etats-Unis sont un espace relativement homogène d'un point de vue juridique. Ailleurs dans le monde, les bassins pétroliers sont coupés par des frontières politiques et sont donc soumis à des règles d'exploitation différentes. Par conséquent, l'ordre dans lequel les champs sont mis en production à travers le monde répond beaucoup moins à des caractéristiques techniques (quantité et qualité du brut, coût de production) qu'à des considérations politiques. En raison du découpage étatique et de la souveraineté dont jouit chaque Etat, tous les gisements ne sont pas accessibles aux mêmes conditions juridiques. C'est pourquoi, contre toute logique économique, ce sont les zones peu compétitives comme la mer du Nord, l'Amérique du Nord, etc., qui sont exploitées en priorité, au détriment des pays de l'OPEP, où les réserves sont pourtant les plus grandes et les coûts de production plus faibles, mais qui s'imposent des limites de production.

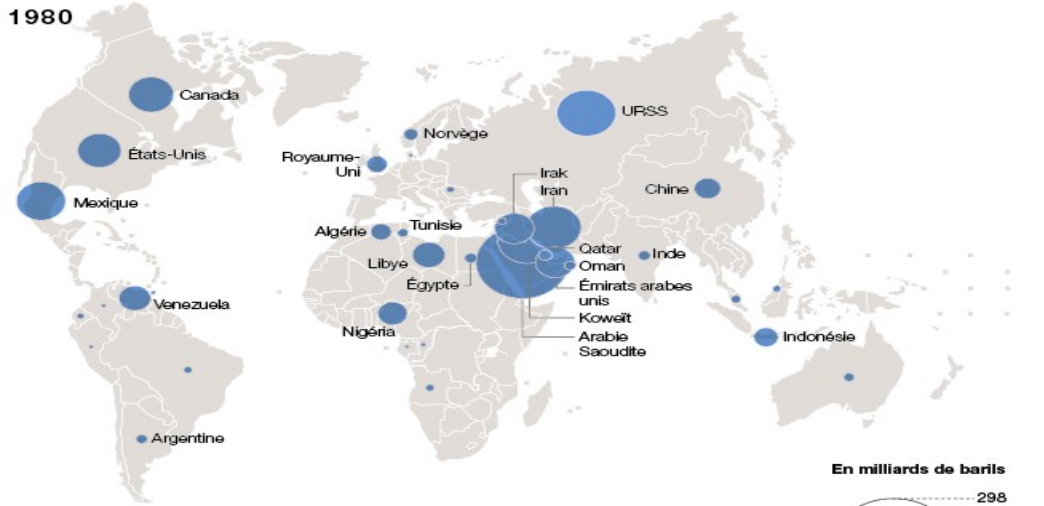
A l'échelle du monde, la disponibilité des ressources d'énergie ne semble pas être une contrainte majeure et le risque de pénurie de pétrole due à l'épuisement physique des réserves ne semble pas immédiat. Même en établissant des pronostics optimistes sur la croissance économique de la Chine, de l'Inde et des autres pays en voie de développement fortement peuplés, la demande pétrolière mondiale devrait être satisfaite sans grande difficulté pendant encore des années (sauf en cas d'événements politiques paralysant une partie de la production quelque part dans le monde).

Pour le comprendre, il importe de distinguer les « ressources » des « réserves ». Les ressources représentent l'ensemble du pétrole contenu dans le sous-sol ; il s'agit donc d'une notion géologique. Elles existent en quantité finie et sont donc par nature épuisables. Les réserves représentent, de manière prospective, l'ensemble du pétrole qu'un gisement va produire jusqu'à son abandon, c'est-à-dire la totalité du pétrole qui sera effectivement extrait sur toute la durée de l'exploitation du gisement. Les ressources sont considérées comme des réserves lorsqu'elles ont été découvertes (c'est-à-dire identifiées dans un gisement connu) et qu'elles sont jugées économiquement et technologiquement récupérables. Les réserves ne sont donc pas une quantité définie une fois pour toutes, mais bien une quantité qui évolue au cours du temps en fonction de l'évolution des technologies disponibles pour extraire le pétrole du gisement, et du prix du pétrole. ~~Plus le prix est élevé, plus la quantité récupérable de manière rentable est importante, et plus les réserves augmentent~~ [cela s'est avéré faux entre 2004 et 2008 alors que le prix a atteint son niveau le plus élevé de son histoire] ([Hansen et Percebois 2010](#)).

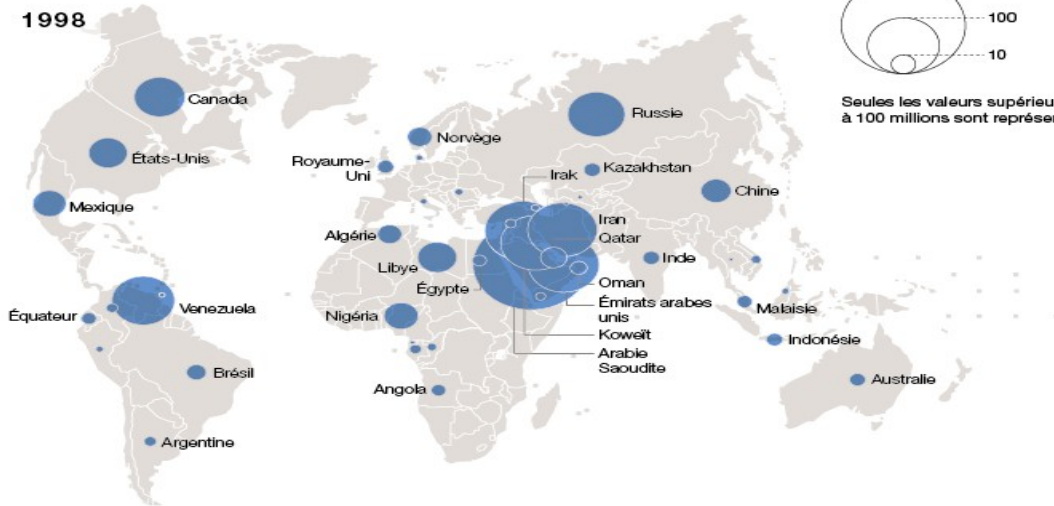
L'amélioration des techniques d'exploration et de production entraîne un accroissement des réserves de trois manières. D'une part, par la découverte de nouveaux gisements dans des zones jusqu'alors inaccessibles (offshore profond, Arctique, etc.) [L'artique et le Brésil se sont avérés des échecs cuisants]. D'autre part, par l'abaissement des coûts d'exploitation, qui peut rendre attractifs des gisements déjà identifiés, mais restés inexploités faute de rentabilité et de moyens techniques appropriés (c'est le cas des gisements de pétrole non conventionnel, connus depuis longtemps mais dont l'exploitation n'est devenue rentable que récemment) [les pétroles de schiste sont largement déficitaires maintenant en 2016]. Enfin, par l'augmentation du taux de récupération, c'est-à-dire le rapport entre le volume de pétrole récupéré et le volume total contenu dans un champ au lancement de l'exploitation. Il est aujourd'hui d'environ 35 % en moyenne mondiale, contre 25 % en 1970. Plus que la découverte de nouveaux gisements, c'est en grande partie cette amélioration des taux de récupération dans les gisements déjà connus qui explique la stabilité du ratio réserves/production (environ cinquante ans en moyenne mondiale) au cours des dernières décennies.

## Multiplication des pays possédant des réserves de pétrole, 1980-1998-2013

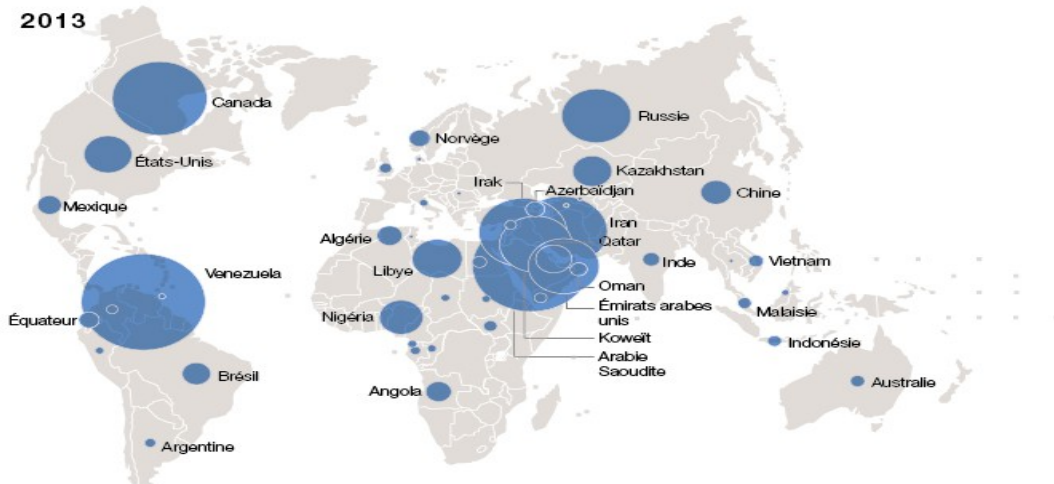
1980



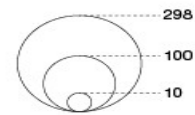
1998



2013



En milliards de barils



Seules les valeurs supérieures à 100 millions sont représentées

Source : BP Statistical Review of World Energy 2014, [www.bp.com/statisticalreview](http://www.bp.com/statisticalreview)

L'augmentation du prix du pétrole et les progrès technologiques ont également permis, depuis une quinzaine d'années, de développer les immenses ressources de pétrole non conventionnel, en particulier au Canada [[maintenant déficitaires](#)] , au Venezuela [[pays maintenant en faillite: comment vont-ils développer des exploitations sans argent?](#)] et aux Etats-Unis. Ce pétrole diffère du pétrole conventionnel par sa composition physique (d'une grande viscosité, il n'est pas à l'état liquide à température ambiante) et par l'ampleur des technologies nécessaires pour l'extraire. L'existence du pétrole non conventionnel est connue depuis longtemps mais il n'était pas comptabilisé dans les réserves car inexploitable. Désormais, grâce à la baisse des coûts de production conjuguée à la hausse du prix du baril et à la mise aux points de nouvelles techniques de production, le pétrole non conventionnel commence à être exploité et donc intégré dans les réserves de certains pays (Canada, Venezuela, etc.).

Sur le papier, les réserves potentielles de pétrole non conventionnel sont immenses. Mais des difficultés limitent significativement le débit de la production que l'on peut espérer atteindre à partir de ces réserves car la production de ce pétrole est particulièrement coûteuse, financièrement et d'un point de vue environnemental. Très énergétivore (l'équivalent de 0,5 à 0,7 barils de pétrole sont nécessaires pour produire un baril de pétrole non conventionnel), elle entraîne des dégâts environnementaux considérables (destruction de la forêt canadienne, utilisation d'énormes quantités d'eau qui, après usage, sont accumulées dans des bassins de décantation avant d'être déversées dans les rivières ou d'atteindre les nappes phréatiques qu'elles polluent abondamment) qui mobilisent une partie de l'opinion publique contre elle ([Gordon 2012](#)).

Si les avancées technologiques permettent de repousser les frontières de l'accès à la ressource et améliorent la production de pétrole, elles s'avèrent aussi de plus en plus coûteuses et énergétivores. La question de la disponibilité du pétrole à l'échelle mondiale renvoie donc de manière ultime à celle de son prix, car une augmentation substantielle du prix du pétrole entraîne quasi automatiquement une hausse des réserves. Au final, le prix est le principal régulateur de la demande mais aussi de l'offre, qui est directement fonction du prix puisque les compagnies pétrolières investissent pour mettre en place des capacités de production tant qu'elles pensent qu'il est rentable de le faire.

Le problème central de la théorie du pic de production pétrolière tient au fait qu'elle part de l'idée qu'il existe un stock fini de la ressource et qu'il importe donc d'évaluer ce stock pour prédire l'évolution de la production de pétrole et de son prix. Certains économistes de l'énergie estiment au contraire qu'il faut réfléchir en considérant qu'il existe un stock inconnu de pétrole à partir duquel des

investissements en capacité de production permettent d'extraire un certain volume de production ([Hansen et Percebois 2010](#) ; [Maugeri 2012](#)). Dans la logique économique et industrielle qui est celle des compagnies pétrolières, les quantités de pétrole exploitables sont bien évolutives, puisqu'elles sont fonction des technologies disponibles pour leur exploitation et du prix auquel la production peut être vendue. Ce qui importe pour une compagnie est de savoir si ses investissements d'exploration et de production sont rentables. Tant qu'ils le sont, ils continuent. Dans cette perspective, il se peut qu'il arrive, un jour, que les coûts de production soient structurellement supérieurs au prix de vente, par exemple parce que la rareté des gisements engendre un coût de production très élevé, ou encore parce que la demande décline ou que la fiscalité sur le CO<sub>2</sub> rend les énergies fossiles moins rentables que les autres. Dans ce cas, les investissements cesseront et l'industrie disparaîtra, laissant sans réponse (et sans intérêt) la question de la quantité de pétrole restant dans le sous-sol. C'est ce qui est advenu de l'industrie charbonnière en France par exemple.

Le fait que le pétrole, au même titre que les autres énergies fossiles, soit une ressource finie ne doit pas induire en erreur. L'avenir du pétrole en tant que source d'énergie se jouera probablement moins en fonction de l'évolution de l'offre qu'en fonction de celle de la demande. C'est en grande partie son abondance, ses caractéristiques intrinsèques (facilité de stockage et de transport, propriétés thermodynamiques, etc.) et son prix modique qui expliquent l'importance prise par le pétrole dans les sociétés contemporaines. Le caractère stratégique du pétrole découle aujourd'hui encore de sa position de monopole dans le secteur des transports ; mais si des avancées technologiques permettent de défaire ce monopole, le pétrole perdra son importance stratégique puisqu'il pourra être remplacé par une autre source d'énergie. C'est le sort qu'a connu le charbon, pour lequel il existe des alternatives pour tous les usages qui en sont faits (production d'électricité, chaleur). Bien sûr, il n'existe pas d'alternative clé en main au pétrole. Toutes les solutions de rechange comportent de nombreux inconvénients d'ordre technique et/ou économique. Mais technologiquement, des alternatives au pétrole existent d'ores et déjà pour le transport routier, la tendance actuelle étant, surtout pour la voiture individuelle, à une progressive électrification. Leur généralisation dépendra du prix pour le consommateur, et donc en grande partie des politiques fiscales mises en place pour encourager (ou non) la transition vers un modèle économique libéré du pétrole.

S'il apparaît aujourd'hui nécessaire de se préparer à l'après-pétrole, c'est beaucoup moins en raison de l'épuisement supposé des réserves qu'à cause du dérèglement climatique dont l'usage du pétrole est en partie responsable. Les



choix énergétiques ne sont donc pas seulement technologiques ; ils sont avant tout politiques. C'est probablement l'ampleur des impacts du réchauffement climatique qui déterminera le volontarisme dans la mise en place de politiques efficaces de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Comme l'a bien rappelé l'ancien ministre du Pétrole saoudien, Cheikh Ahmed Yamani, « l'âge de la pierre n'a pas pris fin par manque de pierre », mais parce que l'homme a fait des progrès scientifiques lui permettant de développer des technologies plus performantes. Ce n'est probablement pas par manque de pétrole que l'homme cessera d'en utiliser, mais parce que ~~des alternatives plus performantes (notamment en termes de rendement énergétique, de pollution et d'émissions de gaz à effet de serre) seront mises au point et se généraliseront~~ **[voilà la section extrêmement médiocre du texte: totalement hypothétique (yaka, foquon?) et faux jusqu'à présent: il serait temps que ces découverttes soient dévoilées parce-que je n'ai rien vu de tel nulle part, moi qui suis un passionné de techniques. De plus, ces remplaçant auraient dû être mis en place il y a 40 ans.]**. Ce jour-là (2025 ? 2050 ? 2100 ?), alors que son utilisation comme source d'énergie sera progressivement abandonnée **[impossible d'abandonner le pétrole sans déclencher la faillite de tous les pays du monde: personne, je dis bien PERSONNE ne sait gérer une économie en décroissance, pas même les prix Nobels d'économie]**, il restera encore, selon toute vraisemblance, du pétrole sous terre **[c'est une phrase facile et sans aucune signification: la question pertinente est l'EROI, le rendement. S'il faut 10 000 watts d'énergie pour en extraire 500 à quoi bon? C'est du faux optimisme. Il y aurait du pétrole sur la planète Vénus aussi... Lorsqu'il vaudra 10 milliards de \$ le baril il vaudra peut-être la peine d'aller le chercher.]** ; en grande quantité ou pas, cela n'aura pas d'importance.

#### **RÉFÉRENCES:**

- BAUQUIS P-R. (2005) *Pétrole et gaz naturel : Comprendre l'avenir*, Strasbourg, Editions Hirlé.
- BP (2014) *BP Statistical Review of World Energy*, juin 2014.
- CAMPBELL C. (1997) *The Coming Oil Crisis*, Brentwood, Multi-Science Publishing.
- CAMPBELL C. (2005) *The Oil Crisis*, Brentwood, Multi-Science Publishing.
- FROGGATT A., LAHN G. (ed.) (2010) « [Sustainable Energy Security. Strategic Risks and Opportunities for Business](#) », *360° Risk InsightWhite Paper*, Lloyd's and Chatham House, juin.
- GORDON D. (2012) « [Understanding Unconventional Oil](#) », *The Canergie Papers*, Energy and Climate, Canergie Endowment for International Peace, mai.
- HANSEN J-P., PERCEBOIS J. (2010) *Energie. Economie et politiques*, Bruxelles, De Boeck.

- HUBBERT M. K. (1956) « [Nuclear Energy and Fossil Fuels](#) », *Drilling and Production Practice*, American Petroleum Institute, 1956.
- MABRO R. (2006) « [The Peak Oil Theory](#) », *Oxford Energy Comment*, Oxford Institute for Energy Studies, septembre.
- MAUGERI L. (2012) « [Oil: The Next Revolution. The Unprecedented Upsurge Of Oil Production Capacity And What It Means For The World](#) », *Discussion Paper #2012-10*, Geopolitics of Energy Project, Belfer Center for Science and International Affairs, John F. Kennedy School of Government, Harvard University, Cambridge, MA.
- United States Department of Defense (2008) « [The Joint Operating Environment 2008. Challenges and Implications for the Future Joint Force](#) », novembre.
- Zentrum für Transformation der Bundeswehr (2010) « [Peak Oil. Sicherheitspolitische Implikationen knappen Ressourcen](#) », juillet.

## **Les conséquences d'une sortie du Royaume-Uni pour l'Europe et le monde**



**John Browne**  
**Europac**

**Publié le 16 mars 2016**

Le 20 février dernier, le Premier ministre britannique, David Cameron, a annoncé que le référendum sur la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne promis lors de sa campagne aurait lieu le 23 juin prochain. L'issue de ce vote pourrait avoir de lourdes conséquences, non seulement pour l'avenir de M. Cameron et de sa coalition, mais aussi pour le devenir du Royaume-Uni et du reste du monde, dont de l'Union européenne et des Etats-Unis. Il serait justifié de dire que ce référendum est le vote le plus important qu'attende le monde avant les élections présidentielles américaines du mois de novembre.

Bien évidemment, M. Cameron tente désespérément de convaincre les Britanniques de voter pour que son pays reste dans l'Union. Afin d'apaiser le très profond manque de confiance de ses citoyens pour l'Union européenne, Cameron a récemment obtenu lors de négociations à Bruxelles une liste de « concessions » qui permettraient au Royaume-Uni de conserver un statut particulier au sein de l'Union européenne. Malheureusement pour Cameron, le Président de la France, François Hollande, a exprimé ses doutes quant à l'inclusion de ces concessions à un traité mutuel. Les lignes de fractures sont évidentes, et les manœuvres politiques n'en finissent plus. Mais comme c'est aussi le cas aujourd'hui aux Etats-Unis, tout n'est pas que question de gauche ou de droite.

Une bonne compréhension de l'Union européenne nécessite la reconnaissance des idées qui ont abouti à sa formation. A la fin des années 1940, les chefs d'Etat

européens, dont Konrad Adenauer, dirigeant de l'Allemagne de l'Ouest, et le Français Jean Monnet, rêvaient d'un super-Etat suffisamment puissant pour pouvoir négocier en tant qu'égaux avec les Etats-Unis et la Russie. L'abandon conséquent de leur souveraineté par des nations autrefois à la tête d'Empires n'a pas été facile. Jean Monnet aurait écrit à un ami en avril 1952 que « les nations européennes doivent être guidées vers un super-Etat sans que leurs peuples comprennent ce qui se passe. Nous pourrions y parvenir par étapes successives, établies sous divers prétextes économiques qui nous mèneraient inévitablement vers une fédération ». (The End of the Nation States of Europe, Philip Jones 9/12/09, rense.com)

Que Monnet ait ou non écrit ces mots, l'évolution vers une union politique européenne a bel et bien été constante, rigide et impitoyable. Le chemin a été pavé de financements ciblés et d'activisme par la Banque centrale européenne, qui a arrosé de largesses monétaires les nations européennes en difficulté. Bien que ces politiques de redistribution de richesses soient devenues de moins en moins populaires parmi les nations créditrices du nord de l'Europe, elles n'ont pas été suffisantes pour faire dérailler le train de la confédération. Il a fallu attendre la plus récente vague d'immigration en provenance de pays musulmans pour que les citoyens européens réalisent la part de leur souveraineté que leurs chefs d'Etat ont livré à l'Union européenne. Cette semaine, le parti chrétien-démocrate d'Angela Merkel, qui a longtemps défendu une intégration européenne accrue, a perdu énormément de voix suite aux élections locales en conséquence du soutien apporté par la chancelière à l'ouverture des frontières aux réfugiés venus du Proche-Orient. Les grands gagnants en ont été les partis d'extrême droite, qui s'opposent à l'ouverture des frontières et demandent un retour de la souveraineté nationale.

Mais tout cela n'a encore eu aucun impact sur les politiques employées. Avec l'unique exception du Groenland, un territoire danois, l'Union européenne n'a autorisé la sortie ou la retraite matérielle d'aucune nation de sa course vers une union politique. Et face aux commentaires du Président François Hollande, de nombreux Britanniques doutent que le statut particulier promis à leur pays soit réellement particulier.

Selon les anticipations de vote publiées aujourd'hui dans le Financial Times, 45% des Britanniques souhaiteraient rester dans l'Union, contre 40% qui souhaiteraient en sortir et 15% d'indécis. Le résultat des votes est incertain, et tout n'est désormais plus question que de campagnes de persuasion.

Peut-être le plus important développement politique de ces dernières semaines a-t-il été la défection de Boris Johnson, le charismatique et très populaire maire

conservateur de Londres, en faveur du camp de la « sortie ». En se séparant des autres chefs de son propre parti, Boris Johnson menace de diviser les conservateurs (de la même manière que Donald Trump fissure actuellement le parti républicain). Mais, comme pour Trump, il y a peut-être plus que des motifs idéologiques derrière la décision de Johnson.

Même s'il était victorieux, David Cameron pourrait être perçu par la moitié de son peuple, et parmi les éléments conservateurs, comme ayant vendu les intérêts de son pays. Il se pourrait qu'il se trouve forcé de démissionner après le vote du 23 juin pour offrir son poste à son vieil ami, le Chancelier de l'Echiquier, George Osborne. Ce plan de succession est certainement ce qu'il manquait à Johnson pour rejoindre le camp de la sortie. Ses talents d'orateur, combinés à ceux du chef du parti de l'indépendance, Nigel Farage, pourraient jouer un rôle majeur pour les électeurs indécis.

Le camp de la sortie aura besoin de tout le soutien possible. Les forces pro-Union devraient bientôt déployer de très coûteuses campagnes publicitaires pour démontrer que la vitalité commerciale et économique du Royaume-Uni se trouverait réduite par une sortie de la zone euro. Même le Président Obama, qui demeure un personnage politique populaire au Royaume-Uni, prévoit de se rendre sur place en avril pour se prononcer en faveur de l'Union européenne. En réponse à sa décision, le maire de Londres a condamné le Président Obama pour se mêler des affaires internes de son pays et soutenir un abandon de souveraineté que les Américains eux-mêmes n'accepteraient pas.

Le Royaume-Uni, qui est entré tardivement dans l'Union, a toujours été « à part » parmi les nations membres. Sa langue, sa culture, son système légal et des marchés financiers sont alignés de très près avec ceux des Etats-Unis.

Mais même en tant que membre culturellement « inadapté », le Royaume-Uni demeure d'une grande importance politique et économique pour l'Union européenne. Selon les chiffres publiés par le FMI en 2014, le Royaume-Uni est la deuxième plus grosse économie d'Europe. Il verse la deuxième plus grosse contribution à l'Union, et est un élément clé de sa viabilité. Ceux qui ont tenté de répandre la peur en parlant d'accords commerciaux perdus ont oublié de mentionner que l'Union européenne a toujours profité d'un surplus commercial avec le Royaume-Uni, qui s'élevait à plus de 6 milliards de dollars par mois en 2014 (Office for National Statistics).

Politiquement, le Royaume-Uni est une puissance nucléaire indépendante et un membre permanent du Conseil de sécurité des Nations-Unies. Il opère depuis des années en collaboration avec les Etats-Unis. Envieuse de cette relation discrète

mais puissante, l'Union européenne pourrait la souhaiter brisée.

Les implications d'un vote en faveur d'une sortie de l'Union par les électeurs britanniques ne devraient pas être sous-estimées. Il pourrait même avoir des conséquences sur les élections américaines. Une sortie du Royaume-Uni pourrait représenter une précédenace pour d'autres nations telles que la Grèce, le Portugal voire même l'Italie, qui souhaite peut-être déjà aujourd'hui abandonner la structure germanique de la zone euro.

Tout risque encouru par l'euro, la deuxième devise fiduciaire du monde, pourrait avoir des conséquences sur l'ordre monétaire international, établi sur des montagnes sans précédent de dette basée sur le crédit. Le caractère incertain de l'avenir politique de l'Union européenne, combiné aux coûts des taux négatifs, pourrait faire grimper l'intérêt des réserves de valeur alternatives.

Le 23 juin prochain pourrait sceller la destinée du Royaume-Uni comme celle du reste du monde.

## **Le plus gros producteur américain de charbon au bord de la faillite**

La Presse , publié par: BusinessBourse Le 17 Mars 2016

**[Puisque le charbon sert surtout à produire de l'électricité, vont-ils fermer le courant en cas de manque de charbon?]**



**Peabody Energy, le plus gros producteur de charbon aux États-Unis, a prévenu mercredi qu'il pourrait déposer son bilan dans les prochains jours après avoir manqué une échéance de remboursement.**

Le groupe, qui est basé à Saint-Louis, indique qu'il n'a pas pu payer 71,1 millions de dollars d'intérêts dus sur une dette dont l'échéance était mardi, selon un document boursier.

Il a trente jours pour se reprendre mais Peabody affirme qu'il y a peu de chances qu'il y parvienne. Un deuxième manquement le pousserait à la banqueroute et à demander la protection du chapitre 11 de la loi américaine sur les faillites.

Cette disposition permet à une entreprise de se restructurer et de renégocier en toute quiétude sa dette avec ses créanciers.

A Wall Street, le titre Peabody chutait de près de 47% à 2,13 dollars dans les échanges électroniques de préséance. Il est ainsi loin de ses plus hauts atteints en 2008, à 90 dollars l'action.

Le groupe est victime comme l'ensemble du secteur des matières premières du ralentissement économique mondial et de la surabondance d'offre qui a entraîné une chute des prix. Le coût de la tonne de charbon a ainsi perdu de 10 à 15 dollars en 2015.

Le secteur pâtit également des faibles prix du gaz naturel.

Arch Coal, grand rival de Peabody et deuxième producteur américain de charbon, a déposé son bilan en janvier.

Peabody Energy, qui a des mines aux États-Unis et en Australie, présentait une dette de 6,3 milliards de dollars à fin 2015 et a commencé à procéder à des cessions d'actifs notamment dans le Colorado (ouest) et dans le Nouveau-Mexique (sud-ouest) pour la réduire.

Source: [affaires.lapresse.ca](http://affaires.lapresse.ca)

## **Les USA refusent de développer l'extraction du pétrole dans l'Atlantique**



**Charles Sannat**  
**Insolentiae**

**Publié le 17 mars 2016**

Pour le moment, c'est la campagne présidentielle. Autant ne pas mécontenter les écolos !

Pour le moment, le pétrole est très bas. Autant ne pas mécontenter les producteurs qui ont déjà du mal.

Mais demain, lorsque le pétrole sera au plus haut, que la demande sera forte et que ce ne sera pas une année de campagne électorale, évidemment les USA se ficheront bien comme d'une guigne des petits poissons de l'Atlantique et iront forer à tout va dans l'océan.

Je pense que l'expérience américaine du gaz de schiste a prouvé au monde entier le mépris total des autorités américaines pour l'environnement.

***Charles SANNAT***

## **Les nouvelles plates-formes empêcheraient les exercices militaires et aggraveraient la situation écologique dans la région.**

Les États-Unis refusent d'augmenter l'exploitation du pétrole et du gaz dans l'Atlantique à cause des protestations des écologistes et des militaires, malgré les pertes que subiront les compagnies énergétiques et plusieurs États.

L'administration Obama a déclaré qu'elle retirerait les permis de construction des plates-formes d'extraction du pétrole et du gaz de nouvelle génération dans l'océan Atlantique. Cette décision est liée aux protestations des écologistes et des habitants locaux, qui affirment que ces plates-formes menacent la faune, la pêche et le tourisme sur la côte Est des États-Unis.

Le Pentagone se prononce également contre le développement de l'extraction des hydrocarbures dans cette région. Selon les militaires, ces plates-formes aggraveront la situation d'un point de vue stratégique et empêcheront les manœuvres. D'autre part, cette décision nuira aux intérêts de certaines compagnies, qui subiront des pertes, et plusieurs États américains seront privés de bénéfices et d'emplois supplémentaires, rapporte l'agence Bloomberg.

Le cabinet de conseil Gavin/Solmonese a récemment annoncé qu'au moins 67 compagnies pétrolières et gazières américaines ont fait faillite au cours de l'année 2015. Ainsi, le nombre de compagnies ayant fait faillite a augmenté de 379 % par rapport à l'année précédente, lorsque les prix du pétrole étaient nettement plus élevés.

En ce qui concerne la production américaine de pétrole de schiste, qui avait progressé ces dernières années, elle devrait reculer en 2016.

Depuis le milieu de l'année 2014, le cours du baril de pétrole est en chute libre (environ -75 %), frappé par une conjoncture défavorable : surabondance de l'offre, demande en baisse et ralentissement de l'économie mondiale, en particulier de l'économie chinoise, première consommatrice d'énergie au monde.

## **Etats-Unis: la Fed plus pessimiste pour la croissance économique**

Romandie, BusinessBourse Le 17 Mars 2016



**La banque centrale américaine (Fed) s'est montrée mercredi plus pessimiste**

## **sur l'économie des Etats-Unis en abaissant sa prévision de croissance pour 2016 comme pour 2017.**

Le produit intérieur brut (PIB) américain devrait progresser de 2,2% sur un an au dernier trimestre 2016, soit 0,2 point de moins que ce qui était prévu il y a trois mois, selon les nouvelles projections du Comité de politique monétaire (FOMC) de la Fed.

Au dernier trimestre 2015, l'activité économique aux Etats-Unis avait modestement progressé de 1% en rythme annualisé.

Pour l'année prochaine, la banque centrale américaine se montre également plus pessimiste et table désormais sur une croissance économique de 2,1%, légèrement inférieure à ce qu'elle prévoyait en décembre (2,2%).

La décélération devrait se poursuivre en 2018 avec une croissance attendue de 2,0%, selon ces projections.

Sur le front de l'emploi, la banque centrale maintient ses prévisions pour cette année avec un taux de chômage attendu de 4,7% et les améliore très légèrement pour 2017 (4,6%).

Le taux de chômage aux Etats-Unis est au plus bas depuis 8 ans (4,9%) et se rapproche du plein emploi visé par la banque centrale.

Selon ces nouvelles projections, la Fed revoit toutefois à la baisse sa prévision d'inflation annuelle aux Etats-Unis en 2016.

Cette année, les prix à la consommation ne devraient plus progresser que de 1,2% sur fond de décrue des cours mondiaux du pétrole, contre 1,6% espéré en décembre.

L'objectif de la Fed d'une inflation à 2% s'éloignerait donc cette année et ne serait formellement atteint qu'en 2018, selon les projections de la banque centrale.

Source: [romandie](#)

## **Le 10 mars, Mario Draghi a surtout cherché à prévenir une crise bancaire**

**Philippe Herlin 17 mars 2016 [www.goldbroker.fr/](http://www.goldbroker.fr/)**

Après s'être limité à faire des annonces lors de ses précédentes conférences de presse, cette fois, le 10 mars, Mario Draghi a agit, et de façon massive :

- La Banque Centrale Européenne abaisse son taux directeur à 0% (contre 0,05%), les facilités de dépôt passent de -0,30% à -0,40% (il sera encore plus coûteux aux



banques de déposer leurs liquidités à la BCE),

- son plan de *Quantitative Easing* (programme de rachats d'actifs) passe de 60 à 80 milliards d'euros par mois, et il ne se limitera plus aux dettes souveraines mais pourra concerner les obligations d'entreprises,

- et enfin, on en a moins parlé, la BCE lancera une nouvelle série de quatre injections de liquidité à long terme sur une durée de quatre ans (TLTRO 2) à compter de juin 2016, avec une nouveauté : les banques pourront emprunter au taux de la facilité de dépôt, c'est-à-dire à taux négatif (-0,40%), et donc se faire payer.

Au moment de l'annonce de ces mesures, les marchés ont bondi, mais pour aussitôt refluer et terminer la journée en léger repli, comme s'ils s'attendaient à plus, ou à autre chose. Mais l'objectif de Mario Draghi consistait-il vraiment à booster les marchés, qui de toute façon avaient déjà interrompu leur glissade du début d'année ? Ne poursuit-il pas un autre objectif, de façon masquée ?

Car enfin, la plus impressionnante de ces mesures est la troisième, celle consistant à offrir aux banques (à taux négatif de 0,40%, soit autant de gagné pour elles), pour une durée de quatre ans, sans limitation de montant, quatre séries de prêts à compter de juin prochain. C'est "open bar" pour les banques ! Et pourquoi donc, y aurait-il de la faillite dans l'air ?

Justement, Mario Draghi est bien placé pour savoir que les banques italiennes sont en très mauvaise posture : 17% de leurs prêts sont irrécouvrables, soit 200 milliards d'euros. Rajoutons à cela un paysage fragmenté (plus de 700 banques), un manque criant de capitaux, le numéro deux (Monte dei Paschi) au bord de la faillite, un Etat surendetté (132% du PIB) qui ne pourrait pas faire grand-chose, et c'est tout le secteur qui menace de tomber. Evidemment, une crise grecque à l'échelle de l'Italie mettrait en péril toute la zone euro et l'euro lui-même.

Autre motif d'inquiétude pour le président de la BCE, une banque qui a également son siège à Francfort, la Deutsche Bank et [sa montagne de produits dérivés](#), ses procès perdus à répétition, ses restructurations permanentes, sa fragilité. Notons également que le QE, jusqu'ici réservé aux emprunts d'Etat, pourra bénéficier à de grandes entreprises, possiblement systémiques et dont il faudrait éviter le défaut, comme la compagnie de négoce de matières premières [Glencore](#), actuellement mal en point.

Voici à l'évidence le véritable objectif des annonces de Mario Draghi le 10 mars lors de sa conférence de presse, non pas satisfaire les marchés, qui ont retrouvé une certaine stabilité, mais répondre à une crise bancaire qui pointe son nez, et

dont il ne faut piper mot afin, justement, ne pas effrayer les marchés. Dans ce cadre, on pourra dire que c'est plutôt bien joué, tout le monde n'y aura vu que du feu. Mais lorsque les premiers signes de cette crise deviendront évidents, nous verrons si le président de la BCE se révèle toujours aussi habile...

## **L'économie mondiale en phase de contraction**

**Rédigé le 17 mars 2016 par Bill Bonner**

Nous vivons tous sous une condamnation à mort. Les marchés... les sociétés... nos vies mêmes suivent un schéma implacable.

Nous inspirons... puis nous expirons. Nous naissons... et tous les enfants nés depuis la nuit des temps jusqu'à aujourd'hui sont programmés pour mourir. Chaque navire construit est destiné à finir au fond de l'océan... ou à la casse.

Haut, bas... dedans, dehors... expansion, contraction. Hé là, n'allez pas nous en vouloir ! Nous n'avons pas inventé ça. C'est juste ainsi que sont les choses. Et puisque c'est comme ça : vive la mort !

Nous ne la souhaitons pas nécessairement. Mais puisqu'elle est inévitable, nous l'attendrons — comme une paire de bottes neuves se languissant de la boue.

Il y a un moment pour avancer... et un moment pour reculer. Il y a un moment pour acheter. Et il y a un moment pour se résoudre à éviter les actions boursières. C'est le cas en ce moment.

**Les Japonais, les Chinois et les Européens continuent de tenter de ressusciter leurs économies avec des politiques monétaires insensées.**

**Une bonne partie de l'argent ainsi créé s'est frayé un chemin vers les marchés US... ce qui explique probablement le fait que le Dow Jones refuse de baisser.**

### **Le Jour du Jugement**

Il se pourrait bien entendu que nous ayons parfaitement tort... et qu'une tendance que nous n'identifions pas soit actuellement en place.

On dit que les marchés anticipent l'avenir. Peut-être voient-ils quelque chose que nous ignorons.

Ou peut-être qu'ils se préparent simplement à un jour du jugement encore plus spectaculaire en attirant de plus en plus d'investisseurs naïfs dans des eaux toujours plus profondes ; comme toujours, nous attendons de voir.

Tout de même, on dirait que le marché haussier commencé aux Etats-Unis en mars 2009 est terminé. Et la contraction ne se limite pas au marché boursier.

Notre économie, notre société et notre sphère politique se referment... regardent vers l'intérieur... et tournent le dos au vaste monde.

Le monde de l'argent n'est pas le seul à se contracter et se développer. Oui, nous établissons des liens. Le monde de l'argent n'est pas le seul à se contracter et se développer. L'économie respire aussi... tout comme le monde politique.

Pourquoi Donald Trump a-t-il une telle avance dans les primaires républicaines ?

Pourquoi Marine Le Pen a-t-elle autant la cote en France ?

Comment Jeremy Corbyn — autrefois inconnu au bataillon — est-il devenu le dirigeant du deuxième plus grand parti de Grande-Bretagne ?

Pourquoi le commerce mondial s'effondre-t-il ?

Pourquoi les attentes d'inflation atteignent-elles environ 1% sur la prochaine décennie... en dépit de la plus grande augmentation des bilans des banques centrales — les fondations monétaires du système tout entier — de toute l'Histoire ?

Pourquoi les taux de croissance en Europe, au Japon et aux Etats-Unis sont-ils à leurs plus bas niveaux depuis la Deuxième Guerre mondiale ?

Et pourquoi 7 000 milliards de dollars de dettes gouvernementales — environ un tiers de toutes les émissions — s'échangent-ils désormais à des rendements sous le zéro ?

### **Coup de semonce**

« Les économistes tirent un coup de semonce concernant les risques des taux d'intérêt négatifs », rapportait le Financial Times la semaine dernière.

« Les intérêts négatifs au Japon se retournent contre le système », ajoutait le journal deux jours plus tard.

Pourquoi ?

Parce que nous sommes en phase d'expiration. On resserre les frontières. On érige des barrières. Le « globalisme » salué par l'éditorialiste du New York Times Thomas Friedman comme solution à tous les problèmes du monde cède la place au « nationalisme ».

Le monde d'argent facile des 30 dernières années se dégonfle.

Il ne s'agit pas simplement de la menace d'un marché baissier à Wall Street. Ce n'est pas uniquement des électeurs grognons menaçant l'establishment.

Non, il s'agit d'un phénomène plus vaste... plus profond... Un phénomène qu'on ne peut pas arrêter... A suivre.

Plus d'infos sur : <http://la-chronique-agera.com/economie-mondiale-contraction/>

Copyright © Publications Agora

## **Taux négatifs et bêtises financières**

**Rédigé le 17 mars 2016 par Simone Wapler**

Je parlais du principe que, dans l'Histoire, toutes les bêtises financières avaient déjà été faites.

Grave erreur.

Les taux d'intérêt négatifs sont une nouveauté.

Justifier des taux d'intérêt négatifs revient à dire qu'un saucisson moins une tranche dans un an vaut mieux qu'un saucisson entier tout de suite... qu'une voiture neuve de 1 800 cm<sup>3</sup> dans trois ans vaut mieux qu'une voiture neuve de 2 000 cm<sup>3</sup> tout de suite... ou encore que l'ombre vaut plus cher que la proie.

Bref, le temps n'aurait plus aucune valeur et la sagesse populaire qui veut que « un tiens vaut mieux que deux tu l'auras » serait devenue folie au 21<sup>ème</sup> siècle.

Pour une certaine variété d'économistes, il y aurait un excédent d'épargne (savings glut), ce qui justifierait que les taux soient faibles, puis nuls et maintenant... négatifs. Pas assez d'investissements possibles en regard de l'argent disponible : voilà d'où viendrait nos malheurs. « Il vaut mieux entendre ça que d'être sourd », aurait dit mon grand-père.

**Quel esprit tordu peut imaginer un « excédent d'épargne » ?** Pourquoi l'épargne dépasserait-elle les besoins d'investissement ? En vieillissant, il est normal d'épargner en prévision de ses vieux jours et de diminuer sa consommation.

C'est ce que font les gens des pays développés qui le peuvent. Ils savent qu'ils auront besoin de vivre sur leurs économies pendant la période de leur vie durant laquelle ils ne pourront plus travailler ; cette période est de plus en plus longue à cause de l'augmentation de l'espérance de vie. Il est normal que dans une population vieillissante, les besoins d'investissement, la production et la consommation diminuent.

### **Logique détraquée**

Entrons une minute dans la logique détraquée de ceux qui analysent qu'il y aurait un excédent d'épargne. Selon eux, le monde serait majoritairement peuplé de fourmis parcimonieuses. Ces fourmis immortelles, travailleuses incessantes, consommeraient moins que les capacités de production. Leur désir d'accumulation détruirait leur propre épargne dont la rémunération passerait de faible, à nulle, puis négative...

Si, à l'échelle mondiale, un excès d'épargne avait réellement été responsable des taux bas et de la formation des différentes bulles financières de ces dernières décennies, alors cet excès d'épargne aurait dû s'accompagner d'une baisse de la consommation. Or il n'en a rien été !

La vérité est différente. Les fourmis ne sont pas immortelles et elles ne sont pas non plus stupides. Elles ont remarqué que — même si les taux d'intérêt baissaient

— leurs dépenses contraintes (impôts, taxes, santé, et quantité de choses inutiles mais devenues obligatoires par un foisonnement de nouvelles législations) augmentaient. Pour compenser, elles mettent plus de capital de côté, elles souscrivent à des placements sûrs, comme les dettes d'Etat.

En réalité les taux bas, puis nuls puis négatifs sont le fruit de l'expansion du crédit « adossé à rien » qui n'est autre que la forme moderne de la création monétaire. Les kleptocrates, pour bien vivre et mener grand train, ont besoin de décider à la place des fourmis dans quoi il faut investir, à qui il faut redistribuer.

### **Un système impossible**

Le vrai capital des fourmis sert en réalité de caution financière aux émissions de dette publique des kleptocrates. L'épargne — qui est le seul véritable capital — se retrouve noyée dans ces « liquidités factices » dues à la création de crédit.

Le fonctionnement actuel du système financier est fait par et pour les kleptocrates. Le fonctionnement actuel du système financier est fait par et pour les kleptocrates.

Il s'articule de la façon suivante :

- Les dépôts en banques sont obligatoires.
- Les banques prêtent à l'économie (c'est-à-dire aux Etats, aux acteurs des marchés financiers, aux entreprises, aux consommateurs) vos dépôts mais bien plus que vos dépôts puisque « les crédits font les dépôts »...
- Votre argent qui est prêté est toujours disponible. Comme c'est impossible, pour éviter tout accident, les banques centrales prêtent, à taux toujours plus bas, aux banques commerciales en difficulté, de l'argent qui n'existe pas. Les banques commerciales touchent des intérêts sur de l'argent qui ne leur coûte rien.

Les politiciens qui ont de très bonnes idées pour dépenser l'argent des autres trouvent une source de financement apparemment inépuisable qui leur évite de lever des impôts pour financer leurs brillantes initiatives.

Des économistes payés par l'argent public ou les banques justifient que tout est normal et que nous vivons dans le meilleur des mondes possibles.

Cependant, avec les taux négatifs, le bouchon a été poussé un peu loin. Il faudra empêcher les fourmis de retirer leur argent des banques si on les punit. C'est l'objectif de la *guerre contre le cash*.

Pour les fourmis, reste la question de la rémunération de l'épargne. Heureusement, elles sont ingénieuses et en ont vu d'autres. Certaines ont ainsi imaginé le financement participatif — ou crowdlending — qui rencontre de plus en plus de succès.

Cette pratique permet à votre épargne de participer à l'économie réelle en

sélectionnant vous-même les petites entreprises auxquelles vous allez prêter. Vous retrouvez un rendement convenable tout en finançant des entreprises viables dont la taille ne leur permet pas d'accéder au marché. C'est un salubre retour aux sources : un prêteur qui sait ce qu'il finance et un emprunteur responsable.

Qui a dit que la fourmi n'était pas prêteuse ? La cigale ne l'emballa pas et on la comprend... mais il restera toujours des fourmis besogneuses et emprunteuses.

Plus d'infos sur : <http://la-chronique-agera.com/taux-negatifs-betises-financieres/>  
Copyright © Publications Agora

## **« Interdire les espèces des petits, autoriser le pillage des grands !! »**

**Charles Sannat 17 mars 2016**

Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

Je n'aime pas la démagogie, et je pense qu'il faut toujours essayer d'être honnête intellectuellement. Le problème c'est que les faits sont têtus et les faits sont là !

Au moment où la chasse aux espèces (qui représentent moins de 2 % de la masse monétaire totale) est ouverte, c'est une enquête de 3 ONG sur l'évasion fiscale légalisée et institutionnalisée qui vient provoquer chez moi un agacement qui n'est pas nouveau, mais cela permet d'en reparler.

Après les émois de rigueur, rassurez-vous, le Luxembourg continuera à permettre à nos grands groupes "d'optimiser", l'Irlande continuera à proposer des impôts sur les sociétés défiant toute concurrence, et nous, nous continuerons à nous faire tondre non pas parce que nous ne payons pas assez d'impôts – nous en payons même beaucoup trop – mais parce que les grandes sociétés, nos grands groupes, nos grandes multinationales, avec la complicité de l'ensemble des classes politiques de tous les pays européens, ont décidé de s'arroger le droit d'échapper à l'impôt.

Voilà la réalité. On demandera donc de plus en plus d'efforts aux petits pour préserver les plus gros. Parallèlement, on se plaint de cette crise sans fin et de l'impossibilité de la relance alors qu'effectivement, la richesse ne circule plus puisqu'elle se concentre dans des mains de moins en moins nombreuses.

### **Les banques françaises entre optimisation et évasion**

Ainsi cet article de France Inter nous apprend que 3 "ONG dénoncent les bénéfices que les banques françaises réalisent dans des pays à la fiscalité "avantageuse".

*“C’est un rapport d’une cinquantaine de pages commandé par les ONG CCFD-Terre Solidaire, Oxfam France et Secours Catholique-Caritas France. Ces organisations dénoncent la stratégie d’optimisation fiscale des grandes banques qui réalisent le tiers de leurs bénéfices dans les paradis fiscaux.*

*Résultat : il y a bel et bien une déconnexion entre les bénéfices déclarés dans les paradis fiscaux et l’activité réelle des banques.*

*Par exemple dans certaines filiales il n’y a aucun salarié et pourtant il y a des bénéfices...*

*Les ONG redoutent de l’évasion fiscale mais dénoncent aussi l’optimisation fiscale. Dans le top cinq des pays où nos banques font le plus de bénéfices il y a le Luxembourg – qui n’est pas considéré comme un paradis fiscal par la France -, la Belgique non plus, Hong-Kong, Singapour et l’Irlande où le taux d’impôt sur les sociétés est de 12,5 % mais seulement 8,5 % en moyenne pour nos cinq banques françaises.”*

Alors oui nos banques se tiennent mal et ce n’est pas nouveau, mais ce n’est pas le problème. Pourquoi ? Pas parce que je veux les défendre, rassurez-vous, mais parce qu’en entrée de jeu je vous parlais de la nécessité d’être objectif intellectuellement.

Vous ne pouvez pas reprocher à une banque de suivre ses propres intérêts de banque. Le problème c’est que les autorités publiques laissent faire.

L’autre chose c’est évidemment que si les banques sont très très vilaines et très très méchantes, toutes les autres grandes entreprises font exactement la même chose. Si politiquement et publiquement il est facile de critiquer les banques, la réalité c’est que toutes les grosses boîtes font leurs bénéfices ailleurs et payent un impôt dérisoire en France, faisant peser la fiscalité sur les particuliers et les TPE-PME.

## **Il faut mettre à bas ce système de collusion généralisé**

Alors oui c’est la crise, oui la France est surendettée, mais le problème ce n’est ni le travail au noir – que je considère comme “l’huile nécessaire dans les rouages” et nos politiques feraient bien de ne pas l’oublier –, ni même la fraude fiscale des petits lorsque l’on compare cela aux centaines de milliards d’euros qui chaque année ne rentreront pas dans nos caisses parce que “l’optimisation” fiscale est organisée, structurée aux plus hauts niveaux en particulier par nos dirigeants européens, dont l’actuel grand mamamouchi européen est Jean-Claude Juncker, grand donneur de leçon de compétitivité alors que sa seule politique géniale a consisté à faire venir dans ce pays microscopique tous les grands groupes des

autres pour leur permettre ne pas payer les impôts qu'ils auraient dû !

Le scandale du "Luxleak" a donc duré quelques jours, ou plus précisément comme à chaque fois quelques heures, et puis une information chassant l'autre, les gens se sont vite remis à regarder Nabila, "Touche pas à mon poste" ou encore "Top chef"... Et il ne s'est rien passé.

L'année prochaine, nous aurons encore la même étude qui conclura la même chose et il ne se passera rien.

Rien sur l'évasion fiscale.

Rien sur le dumping social.

Rien sur la corruption généralisée de certaines instances soumises aux lobbies.

Rien sur les conflits d'intérêts.

Rien nulle part.

Il y a deux façons de préserver un secret. Soit en ne disant rien comme c'était le cas dans l'ex-URSS, soit en disant trop, c'est-à-dire en noyant les gens sous un tel flot d'informations que plus rien n'est assimilable et que le temps de l'information ne laisse plus le temps à la mobilisation citoyenne.

En attendant mes chers amis, préparez-vous, il est déjà trop tard !

### [Chine : la consommation d'électricité en hausse dans une économie qui se stabilise](#)

4 % de hausse de la demande d'électricité. **Pour vous faire part de ma pensée profonde, je pense que les Chinois savent très bien que tout le monde désormais regardait cette statistique et que ces 4 % ne veulent plus forcément dire grand-chose alors que les exportations ont dramatiquement baissé de 25 % en volume annuel, ce qui est considérable.**

Mais si la croissance chinoise est de 4 %, alors il n'y a pas de quoi fouetter un chat et la croissance mondiale battra des ailes en 2016 car c'est tout de même très faible.

#### ***Charles SANNAT***

BEIJING, 16 mars (Xinhua) — La consommation d'électricité de la Chine a augmenté de 4 % en glissement annuel pour atteindre 381 milliards de kWh en février, a annoncé, mercredi, l'Administration nationale de l'énergie (ANE).

Le rythme de croissance s'est accéléré par rapport au déclin de 6,3 % pendant la même période de l'année dernière.



Durant les deux premiers mois de l'année, la consommation d'électricité, un baromètre clef de l'activité économique, s'est élevée à 876 milliards de kWh, en hausse de 2 % en un an.

Au cours des deux premiers mois de l'année, la consommation d'électricité dans le secteur des services s'est accru de 11,9 %, celle de l'industrie primaire de 6,7 % et l'utilisation dans l'industrie secondaire a baissé de 2,1 %.

D'autres indicateurs macro-économiques pour la période de janvier-février, dont l'investissement en immobilisations, la vente de logements et la consommation, signale aussi une amélioration de l'économie.

### [Le meilleur placement ? Sans doute des obligations... russes !! Sauf que c'est interdit...](#)

Vous lirez cet article concernant le fait qu'après les États-Unis, c'est Bruxelles – ce qui n'est pas étonnant, tout le monde ayant compris que la politique européenne se décide à Washington – qui interdit aux banques de se procurer des obligations russes.

Il faut dire que les gouvernements ont peur que cela "affaiblisse les sanctions" à l'égard de la Russie.

Il y a aussi une autre lecture comme celle qui consisterait à dire que cela affaiblirait également considérablement les politiques monétaires de taux zéro ou négatif. Parce qu'une obligation à 10 % émise par un pays qui a moins de 12 % de dette publique sur PIB eh oui... c'est un pays à qui j'ai très, mais alors très envie de prêter mon argent plutôt que de me faire "tarter" avec des rendements proches du néant absolu dans un contrat d'assurance vie pour prêter à des pays qui sont totalement insolubles !

Vous imaginez si les Russes empruntent actuellement à 7, 8 ou même 10 % l'effet sur les épargnants du reste du monde ?

Il y a aussi l'effet sur les banques occidentales... qui recherchent désespérément du rendement, et je pense qu'elles vont se précipiter sur les obligations russes.

De tous temps, l'Occident a adoré les emprunts russes ! Hein, mon arrière-pépé ?  
[À l'époque de son "Pépé" les gens qui ont prêté aux Russes ont tout perdu.]

*Charles SANNAT*

# L'épargne face à la dette publique



Jean-François Faure  
AuCOFFRE

Publié le 17 mars 2016

La politique monétaire de la BCE est un aveu d'échec. Baisser les taux à zéro ne créera ni relance, ni inflation. A terme, ce sont les épargnants qui seront impactés. Il faut aller sur des sites belges pour lire des articles qui l'expliquent aussi clairement. Bruno Colmant, Professeur d'université en Belgique et responsable de la recherche économique auprès de la Banque Degroof Petercam, explique pourquoi l'épargne bancaire et l'assurance-vie vont être "rognées par l'inflation". Que reste-t-il comme véritable épargne de précaution ? L'or bien sûr.

## **Taux directeur à zéro, la fausse bonne idée**

La semaine dernière, la BCE a annoncé qu'elle allait abaisser son taux d'intérêt directeur à zéro, dans le but d'insuffler de l'inflation et de relancer la croissance. Problème n° 1 : l'euro est affaibli car abondant.

Problème n° 2 : la BCE a beau baisser ses taux, l'inflation ne revient pas.

Problème n° 3 : c'est la dette publique qui sert de gage à la monnaie créée.

Essayer de refinancer les dettes publiques avec un taux négatif est une ineptie totale, car ce sont ces mêmes dettes qui ont "asphyxié l'économie en ponctionnant l'épargne des particuliers et des entreprises (au travers des bilans des banques et des compagnies d'assurances)" précise Bruno Colmant sur levif.be. Avant de poursuivre : "Ces dettes publiques sont donc bien échangées contre un capital monétaire qui n'existait pas." "Cette réalité relève de la répression financière, d'une situation récessionnaire et d'un combat contre le désendettement."

## **L'épargne de précaution et l'épargne patrimoniale en sécurité ?**

Les livrets d'épargne et les assurances-vie peuvent-elles constituer des réponses à la crise ? Votre argent est-il vraiment en sécurité sur un compte bancaire, un livret ou placé dans une assurance-vie ? On peut difficilement parler d'épargne de précaution en ce qui concerne les livrets d'épargne qui ne rapportent plus rien. Quant aux assurances-vie, cela fait un moment que leur rentabilité est passée dans le rouge.

Pour Bruno Colmant, "la création monétaire est une condition nécessaire, mais non suffisante, pour relancer la croissance et l'inflation". "Son véritable but est d'engloutir l'endettement public dans le bilan de la BCE à des taux d'intérêt minuscules. Et finalement, c'est le déposant bancaire et l'assuré qui sont mis à

contribution au travers de taux d'intérêt réduits, et dont l'épargne sera, à terme, rognée par l'inflation. Les gagnants en seront les États, donc ses contribuables, dont les charges d'intérêt des dettes et des impôts en seront réduites”.

Depuis le passage de la « Directive européenne sur le redressement des banques et la résolution de leurs défaillances » (BRRD ou Bank Recovery and Resolution Directive), le capital des épargnants européens est plus que jamais menacé et mis à mal.

### **L'or, la seule épargne de précaution**

Contrairement à l'euro qui perd de la valeur au fil du temps, l'or physique conserve le pouvoir d'achat. Il suffit de comparer ce que l'on pouvait acheter avec une once d'or dans l'Antiquité et maintenant pour s'en rendre compte.

Ou de comparer ce que l'on pouvait acheter au début du siècle dernier avec une once d'or et avec un billet de 100 Francs avec ce que l'on peut acheter aujourd'hui en revendant une once d'or et avec un billet de 100 Francs (rien !).

Investisseurs et épargnants ne s'y sont pas trompés. “[Le cours de l'or dopé par la BCE](#)” titrait leblogfinance, expliquant que « Toute dépréciation de la monnaie américaine rend moins onéreux les achats d'or, libellés en dollar, pour les investisseurs munis d'autres devises, phénomène de nature à soutenir le cours de l'or. Lequel bénéficie de surcroît de son statut de valeur refuge, amplifié par la situation ».

L'or pourrait bien consolider, il n'en reste pas moins la seule véritable épargne de précaution pour contrer la dévaluation monétaire et le seul actif permettant de conserver le pouvoir d'achat dans le temps.

## **[La Banque centrale européenne solde l'Etat-providence](#)**

***Posté le 15 mars 2016 par Bruno colmant***

Depuis un an, la BCE injecte des montants faramineux dans l'économie au travers d'un réescompte des dettes publiques de la zone euro. Cette mesure monétaire non conventionnelle, qualifiée d'assouplissement quantitatif, est destinée à réinsuffler de l'inflation, elle-même censée contrarier les forces déflationnistes et récessionnaires qui affectent la croissance. Incidemment, ces injections de liquidité rendent l'euro plus abondant, donc moins cher en termes de cours de change et de taux d'intérêt.

Mais il y a une autre réalité foudroyante : ces mesures monétaires constituent l'aveu du caractère insoutenable des dettes publiques. En effet, ce sont

essentiellement ces dernières qui servent de gage à la monnaie créée.

Sans le refinancement de la BCE, ce sont ces mêmes dettes, en forte croissance, qui auraient asphyxié l'économie en ponctionnant l'épargne des particuliers et des entreprises (au travers des bilans des banques et des compagnies d'assurances). Désormais, les États ont donc trouvé un créancier complaisant pour leur propre refinancement à un taux nul, voire négatif. Bien sûr, la BCE ne peut statutairement pas acheter des dettes nouvellement émises par les États : elle doit acquérir ces dernières sur le marché secondaire, c'est-à-dire le marché des dettes acquises et financées préalablement par un agent économique (c'est-à-dire par de l'épargne existante plutôt que par de la monnaie créée ex nihilo). Mais tout informé sait que les dettes publiques ne transitent que quelques heures ou jours dans des bilans de convenance avant d'être réescomptées contre de la monnaie nouvellement émise à Francfort, ville du siège de la BCE. Ces dettes publiques sont donc bien échangées contre un capital monétaire qui n'existait pas.

Cette réalité relève de la répression financière, d'une situation récessionnaire et d'un combat contre le désendettement. La répression financière est un contexte caractérisé par des taux maintenus artificiellement bas afin d'alléger le poids de la charge de la dette publique. La récession exerce aussi une pression sur les taux d'intérêt : les besoins d'investissement étant exceptionnellement faibles, la quantité de monnaie empruntée chute en dévalorisant son prix, c'est-à-dire le taux d'intérêt.

Faut-il s'en étonner ? Aucunement. La BCE est une institution publique qui a été créée par d'autres institutions publiques, c'est-à-dire les États. Et ces institutions s'échangent leurs passifs, puisque la dette publique est le passif des États tandis que la monnaie est inscrite au passif du bilan des banques centrales. Comment, de surcroît, imaginer un instant que la BCE ait pu devenir « indépendante » de ses membres fondateurs, à savoir les gouvernements de la zone euro.

C'est donc la BCE qui solde le coût de la crise et même celui du modèle social qui a conduit à cet endettement public gigantesque. A titre illustratif, la dette publique de la zone euro est passée de 6.600 à 10.000 milliards d'euros entre 2008 et 2016. Cette augmentation de 3.400 milliards d'euros est, pour deux tiers, financée par la création monétaire.

Au travers de taux d'intérêt historiquement faibles, c'est le déposant bancaire et le titulaire d'assurances-vie qui, au travers d'une rémunération désormais nulle de leurs placements, supportent indirectement le faible coût des dettes publiques au bénéfice des contribuables. Ceci étant, cela aurait pu être pire : en 2013, le FMI publia une étude suggérant une confiscation de 10 % des dépôts bancaires de la

zone euro afin d'alléger le financement des dettes publiques, en élévation inexorable. Cette orientation était bien sûr incompatible avec l'élémentaire inviolabilité de la propriété privée et la protection des dépôts bancaires de moins de 100.000 euros qui est accordée aux épargnants. Une autre approche fut alors adoptée : la Banque centrale européenne (BCE) décida d'imprimer des billets, gagés sur ces mêmes dettes publiques, pour à peu près 15 % de leur montant entre février 2015 et mars 2017. Pour se convaincre de cette réalité, il suffit de comparer le montant des dépôts bancaires et des dettes publiques de la zone euro. Leur montant est quasiment équivalent, et de l'ordre de 10.000 milliards. Au lieu de ponctionner les dépôts pour éteindre les dettes publiques, on crée artificiellement de la monnaie grâce à ces mêmes dettes publiques.

En résumé, la création monétaire est une condition nécessaire, mais non suffisante, pour relancer la croissance et l'inflation. Son véritable but est d'engloutir l'endettement public dans le bilan de la BCE à des taux d'intérêt minuscules. Et finalement, c'est le déposant bancaire et l'assuré qui sont mis à contribution au travers de taux d'intérêt réduits, et dont l'épargne sera, à terme, rognée par l'inflation. Les gagnants en seront les États, donc ses contribuables, dont les charges d'intérêt des dettes et des impôts en seront réduites.

## **Les Banques Européennes n'ont vraiment pas confiance entre elles !**

**Qui perd gagne Posted on 17 mars 2016**

**Le Deposit Facility est un indicateur de l'aversion au risque des banques à se prêter entre elles.**

**Le Deposit facility est le « dépôt over night » auprès de la Banque centrale européenne (BCE) de l'excès de liquidité des banques commerciales de la zone euro.**

Un niveau élevé reflète la méfiance dans les marchés du crédit interbancaire, où les banques préfèrent utiliser les facilités de dépôt de la BCE à faible risque pour les fonds excédentaires plutôt que de les prêter à d'autres banques.

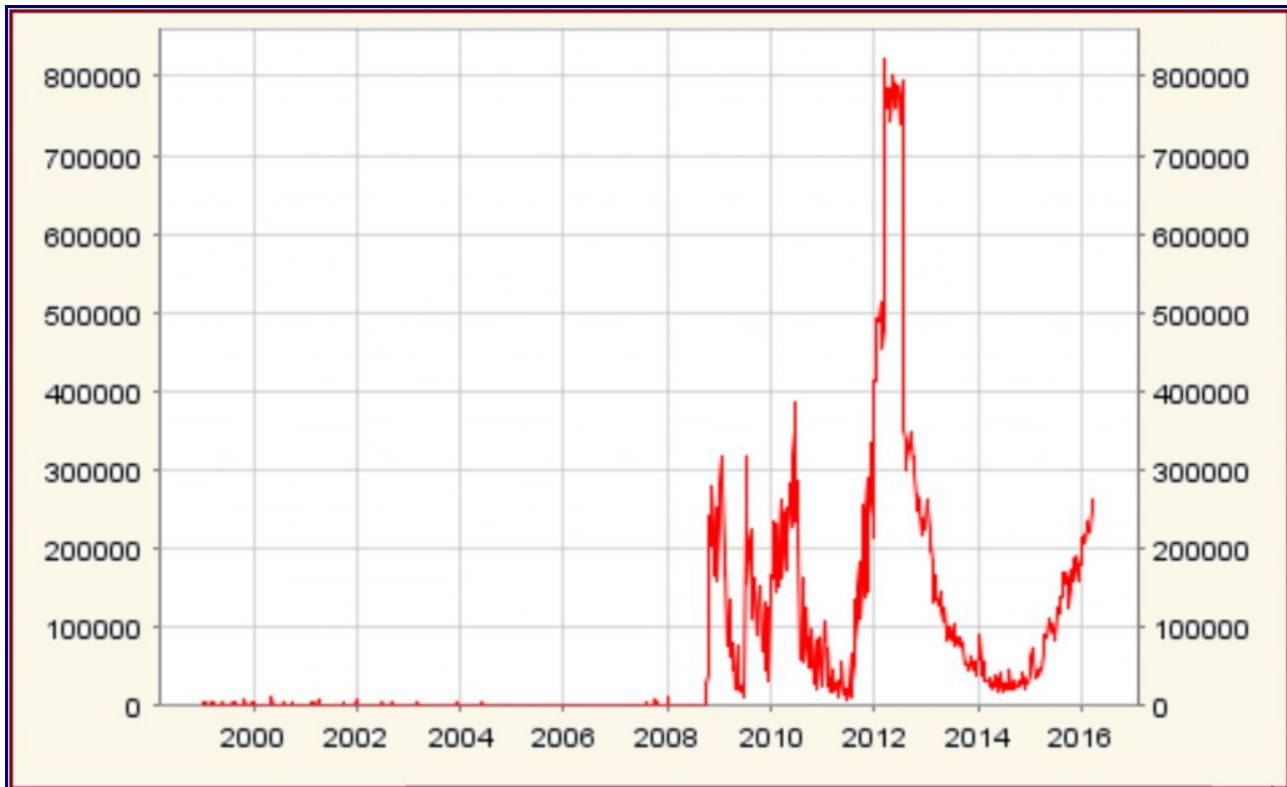
Lorsque les marchés fonctionnent correctement, les banques n'utilisent l'établissement que pour quelques centaines de millions euros en soirée.

**Plus ce chiffre est élevé, plus le déséquilibre du marché interbancaire est important.**

**Il peut être considéré comme un indicateur de l'aversion au risque des**

banques à se prêter entre elles.

Cette remontée qui se poursuit traduit un regain de tension au sein des banques et une baisse le retour de la confiance interbancaire.



[\(lien pour accéder au graphique\) .](#)

En situation normale, ce chiffre doit être proche de 0.

Il semblerait que le manque de confiance des banques entre elles, met,encore plus , en évidence des informations inquiétantes que nous ignorons.

## Hausse de 1.600 milliards de la dette des pays émergents en 2015

Le 17 Mars 2016



La dette totale des pays émergents a augmenté de 1.600 milliards de dollars (1.445 milliards d'euros) en 2015 pour dépasser 62.000 milliards, a dit mercredi l'Institut de la finance internationale (IIF), qui a souligné les risques que cette montée de l'endettement fait peser sur les remboursements et sur les perspectives de croissance économique.

Dans un rapport sur la dette des pays émergents, l'IIF a relevé que 730 milliards de dollars d'obligations émises par des Etats et des entreprises de pays émergents arriveraient à échéance cette année et 890 milliards, dont un tiers libellées en dollars, en 2017.

Le refinancement croissant des dettes arrivant à maturité par de nouveaux emprunts, les niveaux élevés d'endettement et l'éventuelle nécessité de les réduire pourraient peser sur la croissance des économies émergentes à l'avenir, prévient l'IIF.

Les emprunts obligataires et les prêts contractés par les pays émergents sont en retrait de près de 35% depuis le début de l'année par rapport à la période correspondante de 2015, précise toutefois le rapport.

“Avec la perspective d'un montant record de remboursement en 2017, les émissions des émergents ont été réduites cette année, les investisseurs continuant de s'inquiéter d'une possible hausse du taux de défaut des entreprises émergentes.”

L'IIF a souligné le contraste entre la situation des pays émergents et celle des pays développés, dans lesquels la réduction de l'endettement de certains Etats et des ménages s'est traduite par une diminution de 12.000 milliards de dollars du niveau d'endettement l'année dernière, à 175.000 milliards.

Source: [reuters](#)

## [Le Venezuela fait face à de graves pénuries, sur fond de crise économique et institutionnelle](#)

Le 17 Mars 2016



**Des files d'attente interminables devant les supermarchés, des prix**

**exorbitants, des médicaments introuvables. Au Venezuela, un pays pétrolier miné par la chute des cours du brut, la population souffre depuis plusieurs semaines d'une inflation galopante et de graves pénuries.**

“Trouver du pain, c’est devenu un calvaire”, expliquait il y a quelques semaines à l’AFP Francesco Angelastro, 71 ans, après s’être rendu dans quatre boulangeries différentes pour en chercher. Dans les supermarchés, les denrées alimentaires les plus basiques se vendent à des prix démesurément élevés, comme le raconte le quotidien suisse Le Temps. Plus de riz, plus de farine, plus d’huile, mais des pommes de terre vendues 1155 bolivars le kilo, soit un dixième du salaire minimum au Venezuela. Le prix du paquet de spaghettis s’élève quant à lui à 1735 bolivars.

**Venezuela: le taux d'inflation atteint 510%**

### **Le Venezuela menacé de cataclysme économique**

Face à ces prix plus que prohibitifs, le gouvernement procède à ses propres distributions de denrées alimentaires, vendues moins cher mais forcément en quantité limitée. Chaque habitant peut se rendre à ces distributions une fois par semaine seulement, sans savoir ce qu’il pourra y acheter. Des produits aussi basiques que le talc manquent dans les pharmacies, mais aussi les traitements contre le cancer et d’autres maladies graves. “Les pharmacies renvoient un client sur deux les mains vides”, rapporte Le Temps.

### **Le prix du pétrole en chute libre**

Dans cette tourmente économique, le gouvernement a même créé un “ministère de l’agriculture urbaine” à la faveur d’un remaniement en janvier, comme le rapporte El Pais. Son but, selon le président Nicolas Maduro, est de “développer une nouvelle culture productive” dans les zones urbaines et motiver des comportements identiques au sien, puisqu’il dit posséder 50 poulets chez lui.

### **Pétrole: Alerte, le Venezuela s’effondre !**

Cette mesure doit surtout permettre au pays, autrefois un riche producteur pétrolier grâce à ses réserves les plus importantes au monde, de sortir de sa dépendance au pétrole, qui lui apporte 96% de ses revenus. Le prix du pétrole vénézuélien, qui a connu un pic à 103,42 dollars (93 euros) le baril en 2012, est tombé à 24,38 dollars (près de 22 euros) en janvier 2016, entraînant une baisse d’un tiers des importations de matières premières, d’aliments et de médicaments par rapport à 2012.



Le 14 janvier, Nicolas Maduro a décrété l'état d'urgence économique, une mesure qui accorde des pouvoirs étendus au président pour 60 jours renouvelables. Le mois suivant, Nicolas Maduro a pris une série de mesures pour redresser l'économie de son pays, où l'inflation a atteint 180,9% en 2015: la hausse de plus de 6000% du prix de l'essence, gelé depuis 20 ans, la dévaluation de la monnaie et l'augmentation du salaire minimum.

## **Le FMI abaissera légèrement ses prévisions mondiales en avril**

Le 17 Mars 2016



**Le Fonds monétaire international fera en avril une “légère révision à la baisse” de ses prévisions mondiales de croissance annoncées en janvier, le dernier trimestre 2015 ayant été “plus faible que prévu”, a indiqué mercredi Alejandro Werner, le chef du département Amérique latine au FMI.**

“Très probablement, la révision qui sera faite, lors des prévisions de printemps en avril, sera une légère révision à la baisse”, a-t-il déclaré, à l’occasion d’un séminaire sur la politique fiscale à Santiago du Chili, au siège de la Commission économique pour l’Amérique latine et les Caraïbes (Cepal).

En janvier, le FMI avait déjà abaissé ses prévisions de croissance 2016 de 0,2 point, à 3,4%, lançant une mise en garde face au ralentissement chinois et à la mauvaise santé persistante des autres pays émergents.

La nouvelle révision à la baisse prévue en avril est due au fait qu’au quatrième trimestre 2015, l’économie mondiale a été plus faible que prévu”, a expliqué l’économiste, soulignant l’importante incertitude” vis-à-vis de l’économie chinoise.

Concernant les Etats-Unis, les prévisions d’une croissance supérieure à 2% sont “relativement solides”, a estimé M. Werner, tandis que l’économie européenne pourrait bientôt connaître un nouvel épisode de déflation.

En Amérique latine, le FMI s’attend en 2016 à léger recul du PIB, de 0,3% en

moyenne, alors que l'ensemble de la région souffre de la chute des cours des matières premières, son principal produit d'exportation. Le Fonds prévoit ainsi "une baisse importante en Equateur", deuxième pays latino-américain le plus exposé à la dépréciation des cours du pétrole.

A l'inverse, l'Argentine devrait connaître une reprise de sa croissance économique "vers le quatrième trimestre de cette année", en conséquence des mesures prises par le gouvernement du nouveau président de centre-droit Mauricio Macri, a prédit Alejandro Werner.

L'Argentine "est le pays pour lequel nous anticipons la meilleure croissance économique (de la région, ndlr) l'an prochain", a-t-il ajouté.

Source: [romandie](#)

## La moitié des Québécois pessimistes

Le 17 Mars 2016

**La moitié des Québécois croient que la situation économique de la province se détériorera au cours de la prochaine année, révèle un sondage effectué par le Groupe Altus pour le Conseil québécois du commerce de détail (CQCD), qui sera dévoilé aujourd'hui. Seuls 15 % des répondants estiment, au contraire, qu'il y aura une amélioration. Ces proportions sont sensiblement les mêmes qu'il y a un an.**

À plus long terme, les Québécois ne sont pas beaucoup plus optimistes. Quand on leur demande quel sort attend la province au cours des trois prochaines années, 42 % arrêtent leur choix sur « chômage/récession ». Le quart des répondants prédisent de la croissance et un autre quart d'entre eux entrevoient « une stagnation » ou « un mélange des deux ».

Par ailleurs, 65 % des sondés pensent que le revenu de leur ménage augmentera moins vite que l'inflation.

Résultat, l'indice de confiance des consommateurs québécois demeure faible. Il s'établit en effet à 84,8 points. « Il y a encore plus de pessimistes que d'optimistes, donc l'indice est encore en bas de 100. Mais la situation s'améliore », a commenté le PDG du CQCD, Léopold Turgeon. L'hiver dernier, l'indice était à un creux des 10 dernières années, à 78,7 points.

À la lumière de ces résultats, il n'est donc pas étonnant de constater que 80 % des Québécois ne prévoient pas effectuer un achat important comme une automobile, des électroménagers ou des meubles dans la prochaine année.

En fait, parmi toutes les catégories de produits, une seule bénéficie d'une hausse

des intentions d'achat en 2016 : les biens liés à la mode (vêtements et chaussures). Il s'agit d'une petite amélioration, puisque l'an dernier, les intentions d'achat étaient négatives dans toutes les catégories. L'informatique et l'électronique affichent les reculs les plus marqués.

Le sondage téléphonique a été réalisé auprès de 1004 adultes du 2 au 16 février. La marge d'erreur est de 3,2 %, 19 fois sur 20.

**Source:** [affaires.lapresse.ca](http://affaires.lapresse.ca)